

# le monde Libertaire

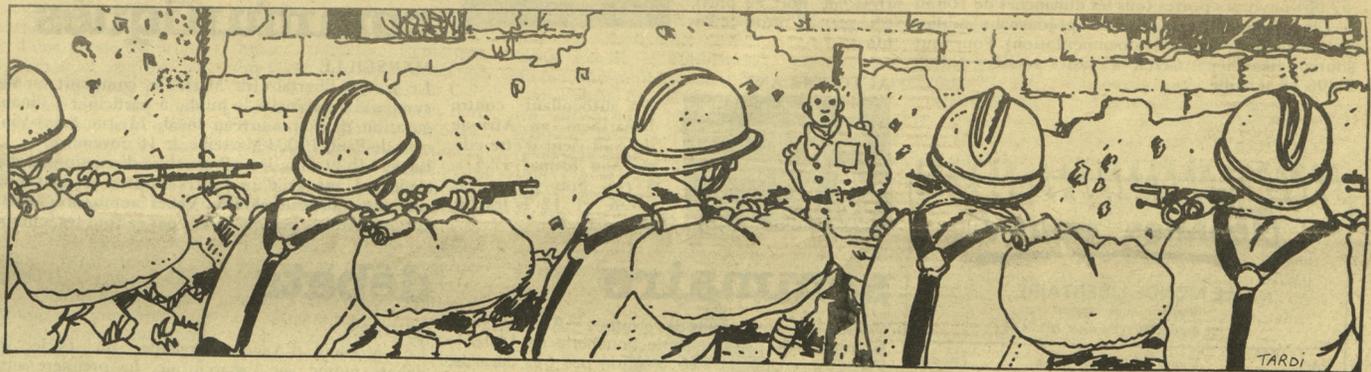
Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 592 JEUDI 7 NOVEMBRE 1985 8,00 F



# 11 NOVEMBRE ANNIVERSAIRE D'UNE BOUCHERIE



### C. SIGALA

L'acharnement  
judiciaire  
doit cesser

PAGE 6

### CUBA...

Ou la faillite  
du modèle  
socialiste

PAGE 8

### FABIUS-CHIRAC

Deux ardents  
défenseurs  
du même ordre

PAGE 12

F°P. 2520

## communiqués éditions

### BREST

Le groupe «Les Temps nouveaux» reprend ses émissions «Les Raisons de la colère» sur Fréquence-Mutine, 104 MHz, tous les mercredis de 20h à 21h.

### LE HAVRE

Le groupe Jules-Durand de la F.A. reprend ses activités. Tous ceux qui désireront se mettre en contact avec lui peuvent écrire aux relations intérieures qui transmettront.

### CHERBOURG

Le groupe de Cherbourg tient toujours une table de presse le samedi matin au marché aux Puces à partir de 10h.

### AUBENAS

Le groupe d'Aubenas reprend ses activités. Amis libertaires de la région et sympathisants n'hésitez pas à nous contacter pour renforcer l'expression des idées anarchistes dans le sud de l'Ardèche. Ecrire à C.E.S., B.P. 12, 07140 Les Vans, ou contactez-nous le samedi sur le marché d'Aubenas lors de la diffusion du «Monde libertaire».

### BOURGOIN-JALLIEU

Vous pouvez contacter la liaison de Bourgoin le samedi après-midi, de 14h30 à 17h, tous les quinze jours, dans la rue piétonne place des Halles lors de la tenue du stand de presse du Collectif anarchiste de Bourgoin.

### ST-ETIENNE

L'émission «Rouge et noir-Tribune libertaire» animée par le groupe Nestor-Makhno est diffusée désormais tous les lundis à partir de 20h sur les antennes de Radio-Dio (89.6 MHz). Au programme : l'actualité vue par les libertaires, nos échos «A boulets noirs», des débats sur l'histoire du mouvement ouvrier, le syndicalisme et tous les thèmes qui peuvent intéresser les libertaires.

### DUNKERQUE

Une liaison se met en place sur Dunkerque. Toutes les personnes intéressées peuvent écrire aux relations intérieures qui transmettront.

### AIX-EN-PROVENCE

La liaison d'Aix-en-Provence rappelle que tous les compagnons d'Aix et sa région peuvent se mettre en contact avec elle par l'intermédiaire des relations intérieures.

### LILLE

Le groupe de Lille reprend ses activités, on peut le contacter en écrivant à : F.A., B.P. 4, 59651 Ville-neuve-d'Aescq cedex.

Rappelons également que «La Voix sans maître» émet tous les vendredis de 21h à 23h sur 99,6 MHz 9té. 91.24.00) et que la librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesde, Lille (métro Wazennes, tél. : 57.37.06) ouvre ses portes tous les dimanches de 10h30 à 13h (vente de livres, brochures et journaux, bibliothèque de prêt, centre de documentation). Pour tout soutien financier : Cercle d'études sociales, C.C.P. 7 806 13 M, Lille.

**Abonnez vous !**

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli. fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

### BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

A partir du n° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement  Réabonnement  Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat lettre  Règlement

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

### T-SHIRT

La liaison de Bourgoin vient de rééditer le T-shirt avec le dessin de Reiser. Le prix est de 65 F pièce et de 60 F par cinq exemplaires. Il est à commander à l'adresse suivante : «Contre-Courants», liaison F.A., La Hadrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

### «MAGAZINE LIBERTAIRE»

Le numéro 7 du «Magazine libertaire» sur le thème : «Histoire(s) de radio(s) libre(s)» vient de paraître. Prix : 20 F.

### «VOLONTÉ ANARCHISTE»

Vient de paraître : V.A. numéro 29-30 consacré à «Michel Bakounine», par Gaston Leval, Jean Barrué, Amaud Marc-Lipiansky, Philippe Oyahamburu. En vente 35 F à la librairie du Monde libertaire. Abonnement à huit numéros : 150 F. Groupe Fresnes-Antony (F.A.), 34, rue de Fresnes, 92160 Antony (C.C.P. 2160042 C, Paris, à l'ordre de A.S.H.).

### BADGE

Un badge contre l'apartheid en Afrique du Sud a été édité. Il est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 6 F.

### ANGERS

Le numéro 6 d'«Alternative libertaire 49», journal local édité par le groupe F.A. et le groupe antimilitariste est paru. On peut se le procurer contre deux timbres à 2,20 F à l'adresse suivante : «Alternative libertaire», B.P. 401, 49004 Angers cedex.

### AFFICHE

Une affiche a été éditée sur l'apartheid en Afrique du Sud : «Contre l'apartheid, pour l'égalité. Solidarité de tous les opprimés!». Format : 78 x 52. Prix 5 F l'unité et 0,70 F au-dessus de 10 exemplaires. Disponible à la librairie du Monde libertaire.

### AGENDA

L'agenda 1986 du Monde libertaire est paru. Utile pour vous, lecteur du «Monde libertaire», c'est aussi un outil de propagande à travers les thèmes qu'il aborde. Il est indispensable à la vie personnelle et militante. Commandez-le dès maintenant à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (tél. : 805.34.08). Dimension : 10 x 20. Prix de soutien : 70 F. Prix unitaire : 55 F. Prix au dessus de 5 exemplaires : 37 F l'unité (frais de port en plus). Chèques à l'ordre de Publico.

### AUTOCOLLANT



Un autocollant contre l'apartheid en Afrique du Sud vient d'être édité. Son format 12,5 x 8 cm. Son prix : 1F l'unité et 12 F les 20 exemplaires.

## sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes F.A. — PAGE 3 : Editorial, Ne pas oublier la boucherie de 14-18 — PAGE 4 : Une journée d'action pas très bavarde, Touche pas à mon dimanche!, En bref — PAGE 5 : Une «Turbulence»... pas bien turbulente, Corse : occupation de Pinya, Les T.U.C.? une escroquerie! — PAGE 6 : Ho eh! les grandes gueules, les médias... Debrille est mort, Interview de C. Guillon — PAGE 7 : Chronologie de la répression des insoumis, Tentative d'assassinat, Nous ne ferons pas de comité de soutien — PAGE 8 : Le poids de la bombe, A Cuba : faillite du socialisme d'Etat, Meeting anti-apartheid à Paris, Big Mountain — PAGE 9 : Les émeutes en Angleterre, Danemark — PAGE 10 : Le 11 novembre : une récupération militariste, Roger Monclin et les damnés, La chanson de Craonne, Pour en savoir plus... — PAGE 11 : Programme R.-L., Concert Léo Ferré à Barcelone, Compilation «enragés», Cure «mania» — PAGE 12 : Match Fabius-Chirac.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,  
145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)  
Tél. : 805.34.08

## liste des groupes f.a.

### PROVINCE

#### • GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Alpes-Maritimes : Nice — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charentes maritimes : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (2 groupes) — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dole — Loire : Saint-Etienne — Haute-Loire : Le Puy — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Fiers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Puy-de-Dôme : Le Puy — Haute-Saône : Gray — Sarthe : Le Mans — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

#### • LIAISONS

Alpes-Maritime : Cannes-la-Brocce — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio — Côtes-du-Nord : Lamballe, Saint-Brieuc — Dordogne : Périgueux — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Evreux, Routot — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Quimper — Hérault : Montpellier — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est Haute-Loire — Lot : liaison du Lot — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Tarn : Albi — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Châtellerault — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

### RÉGION PARISIENNE

#### • GROUPES

Paris : quatorze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>. Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse/Rambouillet, Corbeil — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villemeuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Drancy, Epinay-sur-Seine, Montreuil/Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Villejuif/Vitry, Créteil — Val d'Oise : Argenteuil/Colombes, Cergy-Pontoise.

#### • LIAISONS

Banlieue : Yvelines : Mantes-la-Jolie — Seine-et-Marne : Melun.

### LIAISONS PROFESSIONNELLES :

O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, Banques.

## communiqués

### MARSEILLE

Le groupe libertaire de Marseille, comptant sur ses sympathisants, invite le public à participer à l'inauguration de son nouveau local, 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille, le 16 novembre.

Entre 14h et 20h, les débats et les discussions se dérouleront autour d'un buffet-buvette et dans une ambiance musicale choisie. Venez nombreux, ce sera tant mieux... passqu'on fra pas ça tous les jours!

## débats

### ANGERS

Le groupe d'Angers organise un cycle de débats public sur l'anarchisme. La première aura pour thème «Syndicalisme et anarchisme» et se déroulera le jeudi 14 novembre à 20h30 au Centre d'animation de la Doutre, 43, place G.-Bordillon, 49000 Angers.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication : Maurice Joyeux  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : L.M.F., 44, rue de l'Ermitage, Paris 20<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

MILITAIRE

La guerre est d'essence divine. Elle est la saignée qui rétablit la santé morale du monde congestionné de mauvais desirs. Elle est encore l'exutoire par quoi se rétablit l'équilibre de la surproduction de l'espèce chez les races saines. Les peuples ne désarmeront jamais, heureusement pour leur grandeur morale et pour la beauté de la civilisation. général Cherfils, «ECHO de Paris», 1917

POLITIQUE

Jurons qu'après la guerre nous continuerons de donner le premier pas en France aux vertus héroïques des âmes guerrières et religieuses.

M. Barres, «ECHO de Paris», 1915

EGLISE

Interrogez les milliers de tombes éparses dans nos plaines, et de toutes ces tombes partiront ces cris : «Patrie, Patrie». Mgr. Tissier, évêque de Châlons, 1917

ET AUJOURD'HUI...

Fabius  
L'armée sort la Patrie avec des vertus exemplaires (...).

Quilès  
Je ne laisserai pas porter atteinte de quelque manière que ce soit à l'honneur de nos armées.

Dumas  
Il n'y a pas de place pour tout ce qui peut constituer une atteinte directe ou indirecte à l'armée.

# Ne pas oublier la boucherie

C'était il y a 67 ans. Re-thondes, dans un wagon de chemin de fer, le 11 novembre 1918 : l'armistice était enfin signé par quelques responsables de l'effroyable tuerie. Cinquante-deux mois durant, la rivalité impérialiste avait donné lieu à des massacres sans précédent. Un atroce carnage. C'était il y a maintenant 67 ans et je suis bien trop jeune pour avoir subi la folie criminelle des gouvernants, la trahison des leaders et la démission du plus grand nombre. Bien trop jeune, mais je ne peux oublier.

Je ne peux pas oublier la guerre industrielle, l'état de siège et la censure. Je ne peux pas oublier l'omniprésence de la mort, les corps déchiquetés, gazés, mutilés, amputés. Ni la boue, le froid, les poux, les rats et l'insoutenable odeur des cadavres en décomposition dans les tranchées. Et parfois, mais si rarement, les fraternisations, les grèves de femmes, les actions pacifistes, les réunions clandestines, les mutineries, les révoltes.

Et comment oublier l'intoxication, le bourrage de crâne d'une presse exhortant les hommes au sacrifice suprême? Je ne peux parcourir les journaux d'alors sans être atterré par leur cruauté bête : le Temps (4 août 1914) : «Les statistiques (...) démontrent, en deux mots, que plus les armes se perfectionnent, plus le nombre des morts et des blessés diminue.» Ou l'Intransigeant (17 août 1914) : «Nos soldats ont pris l'habitude des balles allemandes et des shrapnels (qui) éclatent mollement en l'air et tombent en pluie de fer inoffensive ou s'enfon-

cent dans la terre sans éclater. (...) Quant aux blessures causées par les balles, elles ne sont pas dangereuses (...) Les balles traversent les chairs de part en part sans faire aucune déchirure.»

Ou encore le Petit Parisien (11 octobre 1914) : «Nos troupes d'ailleurs maintenant se rient de la mitrailleuse... On n'y fait plus attention.» Ou enfin, tant l'évocation serait longue, le Matin (15 septembre 1914) : «Leur artillerie lourde est comme eux, elle n'est que bluff. Leurs projectiles ont très peu d'efficacité (...) et tous leurs éclats vous font simplement des bleus.» Sinistre! Des millions d'hommes sont morts ou ont été blessés de ces simples bleus!

14-18, c'est bien loin. Mais êtes-vous réellement certains qu'une telle intoxication n'exercera plus jamais ses ravages? Avec la puissance des médias actuels?

Il est vrai que les maîtres du monde nous préparent des exterminations massives bien plus terribles encore. Mais je ne peux lire sans une émotion certaine les livres de Barbusse, Dorgelès, Remarque ou Giono. Je ne puis découvrir les témoignages de Galtier-Boissière, Barbas et tant d'autres sans être emporté par un formidable sentiment de révolte. Non, décidément, jamais je ne pourrai tirer un trait sur le ralliement de la plupart des socialistes et syndicalistes à l'Union sacrée. Jamais je ne pourrai «tourner la page» sur ces centaines de mutins féroce ment réprimés, ces réfractaires maltraités, ces civils victimes de l'espionnage et ces innombrables soldats désignés au hasard ou tirés au

sort, fusillés, «pour l'exemple», après la décision des cours martiales ou, sans jugement aucun, par le révolver d'un officier. Et je dois reconnaître que, lors du 11 novembre, ce sont les balles du peloton d'exécution que j'entends siffler à mes oreilles. Ma haine des bourreaux et de leurs valets n'en est que plus vivace.

CONTRE TOUTES LES UNIONS SACRÉES

Alors très peu écouté, Sébastien Faure avait, en plein conflit, réaffirmé cette évidence. C'était le 2 avril 1916, dans le premier numéro du journal Ce qu'il faut dire : «Ne perdons pas de vue que la guerre ne se peut que par le consentement de ceux qui sont appelés à se battre et que tant qu'il y aura, en nombre, des hommes disposés à s'entretuer, il s'en trouvera pour ordonner la mêlée. La guerre ne deviendra réellement impossible que lorsque, éclairés, raisonnables, fraternels, les hommes se refuseront à la faire.»

Incarcéré depuis 1912 et mobilisé, dès sa sortie de prison en septembre 1917, Louis Lecoïn le confirmera de manière pratique, en refusant d'obéir. Et, dans une lettre adressée au gouverneur militaire de Paris, il expliquera la cohérence de son attitude : «La guerre fomentée par le capitalisme mondial est le pire des forfaits perpétrés à l'égard des classes laborieuses. Je proteste contre elle en ne répondant pas à l'ordre de



## Editorial

Revoilà venu le temps des commémorations... le 11 novembre, avec son spectacle du militarisme satisfait : depuis les enfants des écoles sagement rangés et encadrés par leurs maîtres, notamment dans les villes et villages ruraux, jusqu'aux bidasses qui certainement s'en foutent (comme de l'an 40 d'ailleurs), mais effectuent docilement leur guignolade en pensant au quartier libre de l'après-midi... Sous le regard bouffis d'orgueil et d'autosuffisance des galonnés civils et militaires qui constatent avec fierté que la mécanique est toujours bien huilée...

Celle-ci a bien parfois quelques grippages : ici des antimilitaristes appellent à soutenir les réfractaires, là un groupe dénonce le protocole armée-éducation ; ailleurs, quelques anarchistes auront déversé de la peinture rouge sur le beau monument aux morts... Rien de comparable cependant avec les vastes manifestations pacifistes des 11-Novembre d'après-guerre.

Nous pourrions évoquer les fusillés pour l'exemple, les mutineries de 1917 et la mémoire de Roger Monclin qui s'attacha à les faire connaître ; Emile Cottin qui tenta d'assassiner Clémenceau ; Hélène Brion, cette institutrice de La Roche devenue une grande antimilitariste.

A l'heure du consensus d'union nationale qui s'est récemment encore affirmé (à propos de Greenpeace, par exemple), nous souhaitons à tous les camarades, à tous les réfractaires qui peuvent encore respirer librement, une active commémoration.

mobilisation. En n'obéissant pas aux injonctions de la soldatesque, en refusant de me laisser militariser, j'agis conformément à mon idéal anarchiste.» Ni démission ni complicité. Contre la guerre et la collaboration de classes. Résolument.

Oui, je n'oublierai pas, aussi, la position de Lecoïn, de Faure, comme celle de la plupart des anarchistes, contre l'Union sacrée. Leur voix était bien faibles, réprimées ou ignorées. L'hystérie était collective, immense le pou-

voir des bourreaux. Mais ils étaient là, aussi, inoubliables.

A la lumière des échecs passés, je sais bien que, pour être efficace, l'action doit se préparer longuement, avec détermination et ténacité. Je ne sais que trop, aussi, qu'il est urgent de briser le «consensus» établi par la caste politique autour du nucléaire, de l'armée et du terrorisme d'Etat. D'être activement, plus que jamais, contre toutes les unions sacrées.

MICHEL AUVRAY

Lire également page 10 (suite).



### Pour en savoir plus (en vente à la librairie)

- «Les damnés de la guerre», R. Monclin ..... 35 F
- «Le pantalon», A. Scoff ..... 67 F
- «A l'ouest, rien de nouveau», E.-M. Remarque ..... 12 F
- «Les carnets de guerre», L. Barbas ..... 88 F
- «Objecteurs, insoumis, déserteurs», M. Auvsay ..... 95 F
- «Le trou d'obus» (B.D.), Tardi ..... 92 F
- «Adieu Brindavoine» (B.D.), Tardi ..... 39 F

## Une journée d'action pas très bavarde

La journée d'action du 24 octobre se justifiait-elle? Certainement! Mais pas dans les conditions d'isolement, de division et de politisation où elle a eu lieu. Cette journée nationale de la C.G.T., échec, demi-échec ou succès suivant la position de chacun, ne doit pas nous faire oublier la responsabilité de son organisatrice, ni celle des autres organisations syndicales, sur ce contexte de résignation.

Ce cavalier seul ne trompe plus personne. Pourquoi la C.G.T. a-t-elle attendu 1985 pour s'opposer à la politique antisociale du gouvernement et du patronat? Bien sûr, dans ses organes de presse, elle exprimait déjà certaines inquiétudes et critiques. Mais sur le terrain, elle s'était, elle aussi, distinguée par sa très grande modération dans l'action revendicative.

Sa déclaration de guerre coïncide parfaitement avec celle lancée par le Parti communiste à un gouvernement qu'il a abandonné après y avoir participé et contribué pendant trois ans. La C.G.T., instrument du P.C., est une vérité de plus en plus évidente et de moins en moins acceptée. La politisation des ses actions n'est plus admise; entre autres car le nombre de gens souhaitant s'en remettre à l'autorité d'un parti communiste allié de la dictature soviétique sont de moins en moins nombreux.

Crier à tous vents: «Les travailleurs doivent prendre eux-mêmes leurs responsabilités, et parallèlement affi-

cher l'organisation syndicale comme une structure incapable de se suffire à elle-même et donc mise sous la direction d'un parti politique est un non-sens qui, actuellement, est mal digéré. La C.G.T., aussi, a participé à la victoire de la gauche et à la kermesse des «On-a-gagné». Sa présente attitude est interprétée par beaucoup comme une tentative délibérée de faire tomber le gouvernement de gauche. Ce revirement à cent quatre-vingt degrés, s'il peut être avalé par des militants endoctrinés, l'est en revanche nettement moins par des adhérents ou des sympathisants.

La C.G.T. n'est pas la seule, loin de là!, à porter le chapeau. Dire «la C.F.D.T. roule pour le Parti socialiste», c'est révéler un secret de polichinelle. La C.F.D.T. a préféré abandonner le social pour se consacrer à la gestion. Au nom de la réalité économique, elle refuse de s'investir dans les luttes et accepte que le pouvoir politique et la bourgeoisie sortent, au détriment des producteurs, indemnes et enrichis de cette crise. Son rêve, à travers son modèle du syndicalisme d'aujourd'hui, est de s'engager dans les filets de la cogestion. La C.F.D.T., nul doute trop têtue en l'air, néglige d'apporter une précision primordiale, à savoir que la cogestion travailleurs-patrons ne peut, pour les travailleurs, se traduire dans un système de classe que par la gestion de leur propre exploitation.

Force ouvrière, apparemment, n'est sous la botte

d'aucun parti politique; voilà sans doute le seul point positif. Préférant se perdre continuellement dans les méandres de la politique contractuelle, elle déserte les luttes et passe son temps à critiquer ceux qui, bien ou mal, se battent. Son comportement peut facilement, à tort ou à raison, se traduire comme un appel à la passivité: Dans nombre de villes, les sections F.O. sont des «syndicats maison» créées par le patron dans le seul but de diviser son personnel; c'est une réalité locale.

Nous pouvons toujours espérer ou mieux exiger de trouver un terrain d'entente commune sur des thèmes importants tels la diminution du temps de travail (35 heures), l'opposition à la flexibilité de l'emploi (aménagement du temps de travail), la défense des acquis et l'amélioration de la condition des chômeurs. Unité qui semble seulement possible quand chaque syndicat redeviendra l'instrument de classes des travailleurs, oubliera d'être le plus dur et le plus pur, jettera aux oubliettes les batailles de

C.F.D.T. de l'entreprise, toutes les confédérations syndicales baisseront les bras. Pourtant, Talbot-Poissy représentait pour le patronat un test national sur la combativité syndicale face à la politique de restructurations mise en œuvre.

En novembre 1982, le décret Bérégovoy fut la première grande atteinte aux acquis des chômeurs en diminuant fortement les allocations et leur durée. Toutes les organisations syndicales offrirent leur assentiment. Pourtant ce gigantesque pas en arrière annonçait de futures reculades. Aujourd'hui, des chômeurs s'efforcent de rompre l'isolement et de secourir les demandeurs d'emploi en léthargie en tentant de s'organiser. Sur cette volonté, un Comité de chômeurs s'est constitué à Tournon-Tain (Ardèche et Drôme). Désireux de sauvegarder son indépendance vis-à-vis des partis politiques et des organisations syndicales, mais en recherchant néanmoins en dehors de toute polémique l'unité d'action avec ces dernières, le comité s'est déclaré en association Loi de 1901 et a inscrit ses statuts ses trois principes fondamentaux: indépendance, solidarité, action directe (1).

La division syndicale, la division travailleurs-chômeurs ne profitent qu'au gouvernement et au patronat.

JOSE PELAEZ

(1) Pour tous ceux ou celles qui désirent avoir plus d'informations sur ce comité, écrire à liaison Tournon, B.P. 22, 07300 Tournon.



Le tableau sommairement brossé sur les trois principaux syndicats ouvriers n'est pas joli et nous aurions grandement tort de nous en réjouir. Cette désyndicalisation affaiblit, si besoin en était encore, la riposte des travailleurs face aux attaques politiques et patronales. «Diviser pour mieux régner»: un adage au goût du

chapelles, privilégiera le regroupement dans l'action.

Deux événements influents doivent nous rappeler la lourde contribution de toutes les organisations syndicales dans la démobilitation actuelle. En décembre 1983, un dur conflit éclata à Talbot-Poissy pour s'opposer à 1 905 licenciements. A part la section

## Touche pas à mon dimanche !

Le dimanche 27 octobre, trois cents militants F.O. et C.F.D.T. ont tenté de s'opposer à l'ouverture de l'hypermarché Continent de la Ville-du-Bois, dans l'Essonne. Dès 8h30, les syndicalistes ont bloqué l'accès au parking. Jusqu'à 11h, aucune voiture n'a pu franchir le barrage. Finalement, les gendarmes mobiles ont fait évacuer les manifestants. Aussitôt, les militants C.F.D.T. et F.O. ont envahi le magasin, blo-

### en bref...en bref...

La Ligue des droits de l'homme s'indigne de l'arrestation arbitraire et des procédés policiers employés à l'égard de deux avocats toulousains le 24 octobre dernier. De plus le fouille du cabinet et des dossiers couverts par le secret professionnel, constitue une atteinte intolérable aux droits de la défense et aux libertés individuelles.

La prochaine réunion du Cercle Han-Ryner et des Messages de psychodrome se tiendra le samedi 7 décembre, de 15h à 17h, dans la grande salle de réunions du Collège Sainte-Barbe, 4, rue Valette, Paris 15e. En ce jour qui marquera le 124e anniversaire de la naissance de Han Ryner seront évoqués divers aspects de sa personne et de son œuvre.

quant cette fois les allées et les caisses, en engageant la discussion avec les clients.

A l'intérieur, une cinquantaine de flics- maison et de vigiles... Les vigiles ont essayé de baisser les rideaux de fer et quelques coups ont été échangés, ainsi que des jets de gaz lacrymogène. Un client qui, au moment de payer ses achats, s'est soudain aperçu qu'il avait oublié son portemonnaie s'est fait massacrer par les vigiles et a dû être évacué par le Samu. En fin de compte, la «guerrilla» entre policiers et syndicalistes a duré jusqu'à l'après-midi. Les manifestants ont également

20. Ré-

lômètres de

l'ouverture

faces le di-

manche ne date pas d'aujourd'hui. En 1979, c'est une proposition de loi du député U.D.F. J.-P. Pierre Bloch qui avait déclenché un important conflit dans le commerce, milieu réputé pour sa «tranquillité». Des milliers de travailleurs du commerce s'étaient retrouvés dans la rue pour dire non à toute tentative d'ouvrir les grands magasins le dimanche. Le projet avait finalement été abandonné.

Aujourd'hui, après les magasins spécialisés dans l'ameublement (Habitat, Conforama, Ikéa, etc.), voilà que, sans aucune autorisation et sans aucune discussion préalable avec le personnel et les syndicats, Continent décide d'ouvrir ses portes le dimanche (1). L'initiative de la direction du Continent de la Ville-du-Bois a soulevé bien des protestations (2): les petits commerçants, évidemment, C.I.D.-U.N.A.T.I. en tête, qui voient là une concurrence trop écrasante; le Parti communiste, pour qui le repos dominical est une chose sacrée puisque acquis par la classe ouvrière de haute lutte, etc.

Outre le fait, qu'en France, le dimanche est un «véritable symbole» (argument dépassé selon la C.F.D.T.), il est évident que les syndicalistes présents dimanche dernier soulèvent des problèmes beaucoup plus terre-à-terre: la vie privée soumise à l'arbitraire patronal, l'escroquerie consistant à faire croire que l'ouverture le dimanche créera des emplois (sinon précaires: étudiants, jeunes à temps partiel...), une division plus grande encore des travailleurs compte tenu du travail en équipes qui se croisent et

s'ignorent; donc, à la longue, plus de difficultés encore pour se mobiliser, une exploitation toujours plus accrue, etc.

Cela dit, les directions syndicales F.O. et C.F.D.T. gardent la porte ouverte à la négociation. Derrière le slogan: «C'est aux travailleurs de décider eux-mêmes de leurs horaires, pas à l'Etat et au patronat», reste une volonté de négocier avec les patrons de l'ensemble du commerce des horaires d'ouverture acceptables. Les travailleurs ont tout intérêt à rester vigilants! Il est évident que les patrons préparent ces négociations de leur côté, en arguant par

exemple du fait que les employés qui travaillent le dimanche seront célibataires, de préférence!

Bref, d'un côté, un patronat prêt à se mettre dans l'illégalité s'il le faut pour toujours plus de profits; de l'autre, des salariés qui se retrouvent le dos au mur s'ils ne réagissent pas efficacement en se mobilisant.

G.D.

(1) Michel Crépeau, ministre du Commerce, est opposé à une autorisation générale d'ouverture le dimanche.

(2) Et à fait des heureux: des gens de Carrefour, magasin voisin de Continent, sont venus faire de la pub pour leur crémier: «Chez nous c'est moins chers», pendant les manifestations!



# Une « Turbulence »... pas bien turbulente !

«Turbulence 85», le rendez-vous de la C.F.D.T. avec la jeunesse (18 à 25 ans) avait lieu les 26 et 27 octobre à Angers. Un peu plus de deux mille jeunes venus de toute la France avaient investi la cité angevine pour discuter de l'adaptation du syndicalisme et des problèmes de désyndicalisation des jeunes aujourd'hui. Vastes problèmes?

La confédération n'avait pas lésiné sur les moyens : palais des Congrès, parc des Expos, numéro spécial du «Martin», déplacement de la quasi totalité du bureau confédéral (Edmond Maire en tête). Point de vue médiatique, le rassemblement a tenu son pari. Une façon comme une autre pour la centrale de Belleville de redorer un peu son image de marque. Le contenant était là à n'en pas douter, comme on pouvait s'y attendre. Quant au contenu...

Bien sûr, il y avait de présent à ce rassemblement ce qui fit l'originalité du syndicat C.F.D.T. dans les années 70 : tous les mouvements de défense des droits de l'homme (Amnesty International, Mouvement anti-apartheid, d'aide au tiers monde, de lutte des femmes, sans oublier... la J.O.C. et le M.R.J.C. (!).

Sans doute pour nous rappeler que cette C.F.D.T., qui avait su un moment globaliser nombre de problèmes so-

ciaux par-delà le cadre de l'entreprise, n'était pas tout à fait morte. Les ex-barbus post-soixante-huit pouvaient encore trouver une petite place pour se sentir à l'aise ce week-end à Angers. Une toute petite place, coincée entre les écrans informatiques dernier cri, les circuits vidéo ou les stands de la S.F.P. (!).

A n'en pas douter, la confédération a voulu donner d'elle une image branchée, pardon cablée, qui passait plus par la vitrine informatique que par les stands d'entreprises en lutte, totalement absents d'ailleurs de cette

grand'messe du syndicalisme new-look.

Les problèmes posés durant les multiples débats et forums qui ont animé cette rencontre avaient le mérite de la clarté, et c'est tout à l'honneur de la C.F.D.T. de poser sur la place publique ce qui, chez les autres, demeurent le plus souvent des discussions de bureaucraties syndicales. Pour autant, les réponses apportées aux problèmes de désyndicalisation des jeunes, d'adaptation du syndicalisme aux réalités d'aujourd'hui, se situèrent constamment dans la droite ligne des théories

élaborées par le «brain trust» de Belleville.

Et ce ne sont pas les déclarations d'E. Maire affirmant, devant un parterre de 1 500 militants et adhérents, être l'héritier de Fernand Pelloutier et du syndicalisme révolutionnaire qui y changeront quelque chose. Elles feraient même se retourner ledit Pelloutier au fond de sa tombe!

Au nom d'une crise réelle, incontournable, du syndicalisme aujourd'hui, qui affecte aussi bien le syndicalisme quasi uniquement contractuel de F.O. que l'«agitationnisme» de la C.G.T., E. Maire ne sut pas apporter d'autres solutions que de repousser toujours un peu plus du pied ce qui fit la base du combat de nombreux militants de la C.F.D.T. dans les boîtes : la lutte antipatronale, la revendication de l'autogestion. Maire déclare d'ailleurs que la grève était dangereuse lorsque la situation des entreprises était mauvaise, qu'on ne faisait pas de syndicalisme en paralysant les services publics et que l'autogestion «était un

moment d'autodétermination capable d'influer sur les décisions concernant les salariés».

Ce n'est plus de la pirouette, c'est de la haute voltige... sans filet! Kaspar bichait, B. Henry (secrétaire général de l'U.R. C.F.D.T. des Pays de Loire, le cul entre les oppositionnels et le bureau confédéral) cachait difficilement sa gêne. Pas étonnant, qu'après cela, Maire déclare qu'il se sentait plus à l'aise avec F.O. et la C.G.C. qu'avec la C.G.T. et que les alliances avec celle-ci faisaient partie du passé... sur lequel le réalisme économique passait tel un rouleau compresseur.

Bref, rien de bien nouveau durant cette «Turbulence». Le plus dur est sans doute de constater, à travers de nombreuses discussions avec les jeunes militants présents à Angers ce week-end, que le discours de Maire passe bien, en tout cas beaucoup mieux que l'on pouvait croire.

PATRICK GR. D'ANGERS



## L'escroquerie à la mode ou il y a un T.U.C...

Août à décembre 1983 : employé à la perception de Clermont en tant qu'aide temporaire.

Janvier 1984 : inscription à l'A.N.P.E. Aucune ressource, aucune indemnité (je n'ai travaillé que cinq mois)!

Année 84 : celle de tous les demandeurs d'emploi, je cherche du travail, j'écris partout en ne recevant que très rarement des réponses... négatives, évidemment. Je n'ai que le niveau bac (et littéraire, c'est un comble!). Je suis très vite dégoûté et écœuré de voir que des «pistonés» (fils de conseillers municipaux, entre autres) prennent une place que j'avais sollicité peu de temps auparavant. Mais ceci est encore différent et fait partie de la vie!

1985. L'A.S.S.E.D.I.C. refuse toujours de me donner une allocation, car j'étais inscrit à l'A.N.P.E. avant le 1er avril 1984, date à laquelle une nouvelle loi a été mise en vigueur. Les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an pouvaient jusqu'alors bénéficier d'une allocation...

Août 1985. Sans avoir demandé à faire un T.U.C., je suis convoqué à l'Office nationale de la chasse. Si je refuse, je serai évidemment radié... J'accepte le T.U.C. pour 1200 F par mois, tout le monde sait que les T.U.C. sont de la main d'œuvre pas chère, mais comme «c'est toujours mieux que rien»...

Fin octobre 1985, je romps mon stage T.U.C. car je trouve du travail au Trésor public. Ce n'est pas sur place, ce n'est que pour deux mois, mais c'est au S.M.I.C., donc tout de même un peu mieux!

Or, la veille du 1er novembre, «on» me fait savoir que le Trésor public a changé

d'avis! Les dossiers sont déjà remplis et partis, ainsi que mon interruption T.U.C. (entre parenthèses, je n'ai toujours pas été payé). Explication : j'ai trop travaillé! La Trésorerie générale à Montpellier se fout de nos demi-journées (20 heures par semaine) effectuées : elle compte les jours, et j'ai effectué trop de jours...



Je me retrouve donc sans travail, sans argent : qui sont les responsables? N'aurait-on pas pu me dire tout ça avant? Mais on m'avait laissé espérer. Ces messieurs les fonctionnaires rétorquent que ce n'est pas de leur faute, et de toute façon ils sont désolés!

Il y a trop longtemps qu'on prend les jeunes pour des cons, les T.U.C. ne pourront être employés nulle part après leur stage. Ils se réinscriront à l'A.N.P.E. En attendant, mars 1986 sera passé, les braves moutons auront voté à droite pour changer un peu; et les demandeurs d'emploi ne bougeront pas : «faut pas se faire voir, des fois qu'on nous remarquerait...»!

BRUNO

## Corse Occupation de Pinia

Pinia, domaine de l'Etat, 600 hectares dans la plaine orientale. L'Etat ne tenant pas les promesses formulées en 1981, 20 jeunes agriculteurs occupent les terres et les mettent en valeur dès 1983. Pour obtenir la reconnaissance de cette réappropriation collective de la terre, les agriculteurs de Pinia ont engagé des actions de sensibilisation de la population.

Le 15 octobre une manifestation a eu lieu à Ajaccio, à l'initiative du Syndicatu Corsu di l'Agricoltura. Première manifestation de ce syndicat représentant dans ce secteur le regroupement Unità Naziunalista.

Les autorités ont reçu une délégation de douze agriculteurs. A l'issue d'un long entretien, le directeur régional de l'agriculture a donné aux agriculteurs rassemblés devant l'entrée de la D.D.A. des assurances. Il sera laissé libre contact avec la banque agricole Segespar pour la signature d'un bail emphyteustique à la S.C.A. de Pinia, levée des obstacles quant à l'exploitation collective du domaine.

Par mesure de précaution, la délégation des agriculteurs a affirmé : «Nous mettons en

garde les pouvoirs publics contre une nouvelle négociation-alibi qui conduirait à un nouvel échec. Si l'unité du domaine n'est pas assurée et si rétrocession ne se fait pas à la S.C.A. de Pinia avant la fin novembre 1985, tout accord

sera rompu et nous appellerons l'ensemble du peuple corse à défendre par tous les moyens la nécessaire réappropriation collective du domaine de Pinia...»

FRED ANTONI AJACCIO

### VOLENU TUMBA A PINIA

E u riacquistu culletivu di i domini culuniali. E a complementarita piaghja muntagna. E u rinnovu di un agriculatura corsa a favore di i corsi muntagnoli e pieghjinchii (Allevu, Biada, Arba)

A PINIA SO 20 AGRICULTORI CHI A LI PROVANO INSEME A SVILUPPA A TERRA DI L'ANTICHI

600ha di cultura fatte cu pocu aiuti di u statu (300 ha di BIODA, 100 ha di COLZA, 25 ha di FURRAGHJULI, 175 ha di PASCULU)

600 PECURE - 400 PORCHI DI MUNTAGNA

A PINIA SO 4 Anni di strazi! incu 2 anni 1/2 di lavori e di diraschera senza vince nunda.

SO 4 Anni d'inganni da a parte di u Governu Francese chi lascia, malgradu e promesse scritte di 1981-1982, 20 agriculitori senza nisunu titulu d'affittu nantu u dominiu messu in valore dappoi 2 anni 1/2 cu a sola vullintà corsa.

L'aiuti a a messa in valore so bluccati, dino u pianu d'innacquera he bluccatu.

SO 4 Anni di chjachiere per impedisce u sviluppu economicu di ssa terra.

OGHJE U GOVERNU E A GRANDI BANCA FRANCESE C.N. AGRICOLE SEGESPAR volenu impone i lotti individuali e a fine di a speranza di u riacquistu fundariu in pieghja.

Cume l'Antica «Banca di San Giorgio» di Genova, u banchieru francese ci vole torna spussissa di u lucale MA OGHJE BASTA...

### CHJAMEMU

A TUTTI L'AGRICULTORI, TUTTI I PAISANI A MANIFESTA IN AIACCIO U 15 OTTOBRE

a parte da 10 Ore PIAZZA DI A GARA

SINDICATU CORSU DI L'AGRICOLTURA

## CLAUDE SIGALA DE NOUVEAU EMPRISONNE

## Ho eh ! les grandes gueules, les médias...

Signe des temps en ces temps où le signe est roi, l'empire média et ses preux chevaliers s'offrent et nous offrent tous les six mois une grande fête. Du grand spectacle généralement! Beaucoup de lumière, un look d'enfer, une musique d'ambiance qui, de syncope en déferlement, arrache la tête et noue les tripes. Un taureau toujours un peu étonné d'être là, des essaims de picadors éclatés dans une danse du scalp, rythmée par le crépitements des flashes; un toréro austère et besogneux; un peu de sang, beaucoup de boue; un public en transe fasciné de suspense et d'émotion... Tout y est, tout est sans perspective, pour nous plonger un instant dans l'entre-parenthèse du rêve d'une vie par procuration. Et ça marche! Ça a toujours marché!

Cette année, nous avons eu droit à l'affaire Greenpeace, l'an passé à l'affaire Gregory et, il y a trois ans, en 1982, à l'affaire du Coral. Le Coral, rappelez-vous, c'était ce lieu de vie à Aymargues, près de Nîmes, où Claude et Marie Sigala et quelques adultes accueillaient les laissés-pour-compte des hôpitaux psychiatriques et autres voyageurs sans bagage de la «maladie mentale». La dernière chance, disait-on alors, pour les autistiques, les psychotiques et tous ces malheureux forcés de la solitude. La dernière?

Tu parles! La première, oui! Car au Coral, grâce au soleil, à la mer, aux animaux, à l'écoute, à la liberté, à l'amour, à la tendresse... tous ces impropres au traitement industriel de la différence, qui étaient auparavant condamnés à pourrir, hébétés, dans le grand silence des enfermements aseptisés, s'éveillaient lentement à la vie. Comme au sortir d'un grand sommeil!

On l'aura donc compris, les lieux de vie, le Coral et Claude Sigala, comme tous ceux se réclamant de l'antipsychiatrie et d'une approche non-enfermante de la «maladie mentale» étaient

de véritables symboles. Les symboles de la faillite d'une certaine société. De l'échec de ses institutions. Les symboles de l'espoir d'une autre pédagogie, d'une autre éducation, d'une autre société. Celle de la liberté, de la vie! C'est ce symbole insupportable que l'on a voulu réduire à néant quand éclata l'affaire dite du Coral.

Un pauvre hère, maniaco-déliquant et mythomane en diable, racontant à peu près tout et n'importe quoi, et, entre autres que le Coral était un haut lieu de pédophilie et le centre d'un trafic international d'enfants et de photos pornos. Un juge d'instruction sous la robe austère duquel bouillonnait une phantasmagorie toute de raideur et d'aigreur; des médias à l'affût de tout événement susceptible de mettre en transe l'inconscient du public... et hop!, c'était parti. La mécanique se mettait en branle et montait à l'assaut de ce qui fut présenté comme

l'affaire «des ballets bleus». Claude Sigala était inculpé. Puis emprisonné pendant trois mois.

Très vite cependant la baudruche se dégonflait, le dénonciateur se rétractait, les rumeurs se révélaient sans fondement, le dossier d'instruction désespérément vide... Rien! Il n'y avait rien! Alors on relâcha Claude Sigala et tout le monde pensa, qu'au plan judiciaire, on allait s'acheminer en catimini vers un non-lieu. Après tout, le mal avait été fait, le discrédit avait été jeté sur les lieux de vie. Et puis, crac, il y a un mois, rebelote, on arrête de nouveau Claude Sigala. Non pas sur la base de l'apparition d'un élément nouveau. Le dossier d'instruction reste toujours aussi vide. Mais parce que Sigala a contrevenu à l'interdiction qui lui avait été faite de retourner au Coral. Le gag!

Depuis trois ans, en effet, Sigala vit au Coral, chez lui, avec des enfants, et ce sans se cacher le moins du monde. Car il faut le savoir, le Coral n'a pas été fermé. Ni pendant ni après l'inculpation de Claude. Mieux, aujourd'hui, certains juges pour enfants envoient des enfants au Coral, à Claude Sigala. Et tout cela, la presse ne s'est pas privée de le dire. Et donc, tout le monde était au courant, y compris le juge d'instruction. Alors? Pourquoi intervenir aujourd'hui, après avoir laissé faire pendant trois ans?

De toute évidence, la réponse est à rechercher au niveau du juge d'instruction et de sa psychose. Il n'y a pas d'autres explications. Salzman a piqué sa crise et, ce qui est plus grave encore, c'est qu'il l'a piqué dans un silence médiatique remarquable. Pas un mot, pas une ligne sur cet emprisonnement abracadabrante de Claude Sigala.

Dans ces conditions, et c'est ce que demande Sigala avec force, il convient au plan judiciaire d'en sortir au plus

vite. Le désaisissement du juge Salzman s'impose. Et surtout cette histoire doit être jugée une bonne fois pour toutes. Un dossier vide, malgré trois ans d'enquêtes acharnées, ça doit se clore un jour. Et le plus tôt sera désormais le mieux, car avec Salzman tout est à craindre! Mais le problème ne se situe pas seulement à ce niveau. Car, que Salzman soit ou non «fondu» et qu'il ait des circuits qui disjonctent régulièrement, ne change rien au problème de fond qui est celui du pouvoir exorbitant d'un juge. Un pouvoir qui permet d'inculper sans preuve, d'emprisonner sans preuve, et de laisser traîner les choses pendant des années et des années.

Aussi, tout en demandant que justice soit rendue à Claude, il faut savoir que ce cela ne change rien quant au fond. Même si Sigala est libéré — ce qui est vraisemblable — et disculpé (ce qui est également vraisemblable), la même procédure broiera demain d'autres gens. C'est la logique de cette justice et de cette société. Et c'est donc elles qu'il convient de changer radicalement.

En attendant, Claude Sigala souffre dans sa chair et dans son âme, et il faut l'aider. Lui écrire! Se battre, se battre encore pour qu'il soit libéré! Interpeller les grandes gueules des médias qui lui ont attaché la casserole de la suspicion au cul et qui aujourd'hui se taisent. Les pouvoirs publics, judiciaires... qui tolèrent ce déni de justice. Bref, comme disait Ferré, «et s'il faut commencer par les coups de pied au cul, faudrait pas oublier qu'il y a des anarquistes».

JEAN-MARC RAYNAUD

Pour aider Claude Sigala : comité de soutien au C.R.A. (Collectif réseaux alternatifs), 74, rue Ledru-Rollin, Paris 12<sup>e</sup> (tél. : 16.1.43.07.18.17) ou écrivez à Claude : Claude Sigala, 225.215.Z, D/1 134, maison d'arrêt, 42, rue de la Santé, 75674 Paris cedex 14.



## Interview de Claude Guillon

Coauteur du livre «Suicide, mode d'emploi»

Si donner la vie c'est aussi donner la mort, le livre «Suicide, mode d'emploi», actuellement sous les projecteurs par le biais hypocrite de l'inculpation d'un seul de ses auteurs, illustre parfaitement que le choix de disparaître, s'il n'apparaît pas comme essentiellement révolutionnaire reste un droit incontournable. Mais choisir sa mort, c'est aussi choisir sa vie, ses luttes, sa liberté...

## Daniel Debrille est mort

Il ne faut pas l'oublier, ni la lutte qu'il a menée! Condamné à douze ans de taule pour des vols qu'il a sans cesse nié, Daniel Debrille, récalcitrant comme il n'est pas permis de le croire, a été marqué dans son intégrité par les Q.H.S.

Ces quartiers de haute sécurité mis en place par l'administration pénitentiaire pour écraser les rebelles et insoumis de toutes sortes, Debrille les a dénoncés. Comme Knobelpiess. Daniel fut toujours considéré comme dangereux, même après sa remise en liberté. Comme Knobelpiess, sa réinsertion ne fut pas des plus aisées. Accusé de délits, dénoncé par de faux témoignages, Debrille s'est encore battu pour démontrer son innocence.

Il restera présent dans les mémoires de ceux qui luttent contre l'enfermement et particulièrement contre ces prisons dans les prisons qu'étaient et que sont toujours les quartiers d'isolement. Debrille est mort à 35 ans. Libre. Peyreffite n'aura pas eu sa peau!

HERVE

— Le «Monde libertaire» La première phrase du «Mythe de Sisyphe» d'Albert Camus est la suivante : «Il n'y a qu'un problème philosophique vraiment sérieux : c'est le suicide.» Et pourtant vous n'en parlez pas dans votre livre. Les motifs qui vous ont poussé à écrire «Suicide, mode d'emploi» avec Y. Le Bonniec, actuellement inculpé, ont-ils été d'abord d'ordre philosophique, humanitaire ou avez-vous simplement voulu faire un guide pratique?

— Claude Guillon : Il y a deux idées force dans le titre. Le mode d'emploi c'est d'une part la liste des recettes et d'autre part celle qui a été la moins vue par les journalistes, c'est l'usage qu'on peut faire de l'idée du suicide. Savoir quoi utiliser pour se suicider à l'heure choisie et dans le minimum de souffrance c'est une manière de se trouver moins coincé et de trouver un peu d'énergie pour se bagarrer. Il faut faire du suicide en tant qu'idée concrète, une arme. La plupart des

gens qui nous écrivent ont compris le livre comme ça.

Cela dit, il en est d'autres qui se suicideront. Ce droit est une idée très ancienne que nous n'avons pas inventé; nous nous situons dans la lignée de Paul Robin (1). Ce qui a changé, c'est l'arrivée des médicaments.

M.L. : Penses-tu qu'il soit désormais possible d'écrire un «Euthanasie, mode d'emploi». Serais-tu prêt à le faire?

C.G. : C'est une chose très différente. Il n'y a problème d'euthanasie qu'en cas de stade terminal de maladie; quand le malade ne peut se donner la mort lui-même. L'euthanasie c'est donner la mort. Il y a un risque très grave. C'est un pouvoir qui peut être mis entre les mains des médecins, voire de l'Etat.

M.L. : Combien de lettres avez-vous reçu vous demandant des précisions d'ordre technique sur le suicide?

C.G. : Environ un millier. Sur ce millier, deux cents demandes de précisions techniques. Nous répondons systématiquement à toutes les let-

tres, ce qui ne veut pas dire qu'on répond à toutes les demandes. Il y a des questions auxquelles on ne peut pas techniquement répondre.

M.L. : Combien de procès sont-ils actuellement à l'instruction pour les mêmes motifs que ceux de Paris et de Castres? Pourquoi n'as-tu pas été inculpé avec Yves Le Bonniec?

C.G. : A notre connaissance, il n'y a que les affaires de Paris et de Castres. Mais il peut y en avoir d'autres par la suite. Pour l'inculpation, c'est Yves seul qui a signé les lettres dans les affaires en cours. En fait, si je ne suis pas inculpé, c'est pour créer la fiction que cela n'a rien à voir avec le livre. Dans l'affaire de Paris (2) les lettres ont été adressées à nous deux.

M.L. : Des médecins vous ont-ils aidé à rédiger votre chapitre X tout en sachant les finalités de votre démarche?

C.G. : Environ un millier. Sur ce millier, deux cents demandes de précisions techniques. Nous répondons systématiquement à toutes les let-



C.G. : Non. On a pas perdu de temps à chercher des médecins, mais on s'est servi d'une double documentation : des brochures d'associations étrangères («Exit» en Angleterre est rédigé par des médecins), des revues et des livres de médecine français tous en vente libre. Les médecins ont été très hostiles à notre démarche. L'ordre des médecins a demandé la censure. Individuellement nous avons eu des attitudes favorables de certains médecins.

M.L. : Tu as écrit : «Nous n'opposons pas vie organique à mort organique. Nous opposons la vie que nous cherchons à la non-vie qu'on nous impose (...)» Pour toi l'incroyant, le militant libertaire, fais-tu alors le choix : plutôt un tube d'anti-dépresseurs que vivre sous la botte?

C.G. : Je pense que l'idée du droit au suicide est une idée profondément libertaire. J'ai été un peu surpris par la tiédeur, pour ne pas dire plus, de l'accueil de certains milieux libertaires au livre. Il

reste à ce sujet pas mal de moralisme militant. C'est d'autant plus dommage que le droit à disposer de soi-même, éventuellement jusqu'à la mort, c'est une revendication philosophique qui touche beaucoup de monde, bien au-delà des milieux proches de nous.

Or c'est une idée dont on peut tirer des conséquences cohérentes avec d'autres revendications parce que cela touche les gens directement dans leur vécu, dans leur souffrance ou dans la souffrance de leurs proches. C'est le contraire d'un discours idéologique.

Moi, pour l'instant, j'utilise une des facettes du livre. C'est-à-dire que j'ai des médicaments dont je sais que je peux les utiliser le cas échéant. Mais j'ai choisi de me battre. Le jour où ce choix me paraîtra dérisoire ou trop douloureux, je les utiliserai. Il est bien clair qu'il n'est pas notre intention d'inciter qui que ce soit au suicide, mais qu'en revanche on incite à la révolution.

Propos recueillis par J.-P. Gault

(1) Paul Robin, «Techniques du suicide», 1901.  
(2) Jugement rendu le 20 novembre prochain.

## Nous ne ferons pas de comité de soutien

Juste avant le premier tour des cantonales de mars 1985, en pleine bataille électorale, la Maison du Pied-Noir de Béziers a été endommagée par une charge d'explosifs. Son président Y. Untereiner était candidat du Front national sur l'un des cantons de Béziers. On se doute de l'effet produit par cet acte sur les électeurs pied-noirs, nombreux à Béziers, surtout qu'un tract ainsi libellé «Untereiner, O.A.S., nazi» revendiquait l'attentat. Encore un coup des gauchistes, voire d'Action directe.

Mais stupeur! Quelques jours plus tard, Serge Lopez, président en titre du F.N. et ses deux complices sont arrêtés. Ils avouent tout. Ils voulaient créer un climat d'insécurité (les Arabes ne suffisent-ils plus?) pour faire «voter Untereiner!» Mais c'était sans compter sur nos fins limiers de la police nationale. A pro-



pos, qui a le plus intérêt à porter préjudice au F.N. dans une région où il fait allègrement entre 15 et 20% des voix? Sans doute que la droite classique, en concurrence avec le Front national, n'est pas étrangère à l'arrestation aussi rapide de S. Lopez et de ses amis, alors que tant d'autres attentats sur Béziers, de la même veine pourtant, ont

toujours des auteurs inconnus. Et puis n'est-ce pas le *Midi libre*, journal connu pour ses amitiés à droite, qui a le plus fait de publicité autour de cette affaire?

Le procès des responsables de l'attentat de mars 1985 vient d'avoir lieu à Montpellier. Comme d'habitude dans ce genre d'affaires, le F.N. a complètement laissé tomber ses anciens amis. S. Lopez s'en est pris pour cinq ans, dont trois avec sursis. Les autres peines sont plus légères. Pourtant d'après leur avocat, maître Ferraci, il ne s'agissait que de «stupidités» et de «terroristes de pacotille». (On attend de voir les vrais, les durs!) Toujours d'après Ferraci, c'est en réalité «le Front national qui a été condamné à travers Lopez et ses amis»... mais Le Pen court toujours!

GR. DE BEZIERS



## INSOUMIS TOTAUX Chronologie de la répression militaire

23 janvier 1985 : Patrick Aguiar prend 15 mois ferme à Paris. Il est emprisonné à Fresnes.

6 février 1985 : condamnation à 15 mois ferme de Fabien Duplaa à Bordeaux. Il a été arrêté le 3 février à Périgueux. Thierry Maricourt se rend à la gendarmerie d'Amiens et il est conduit à la prison où il commence une grève de la faim. Il a été con-



damné à 6 mois ferme en appel le 6 mars 1984 à Paris.

13 février 1985 : incarcération de Serge Beausoleil à Périgueux, il commence une grève de la faim. Il est condamné à 9 mois ferme.

25 février 1985 : arrestation de Dominique Seel à Pontarlier, il est transféré à la prison de Dijon.

28 février 1985 : Serge Beausoleil est transféré à Fresnes.

tionnelle de Serge Beausoleil. Il est réformé.

17 juin : grève de la faim de Fabien Duplaa.

14 juillet : arrêt de la grève de la faim de Fabien Duplaa. Remises de peines pour les insoumis.

30 juillet : libération de Patrick Aguiar, mais il n'est pas réformé.

12 septembre : Fabien Duplaa est libéré. Il est réformé.

21 octobre : libération de Dominique Seel. Il n'est pas réformé.

22 octobre : Christian Frigoult est condamné à 9 mois ferme à Rennes.

28 octobre : Dominique Seel est de nouveau insoumis.

### PRÉCISIONS

Il faut savoir qu'une personne qui n'a pas fait au «moins un an de prison» n'est pas déchargée des obligations militaires. Ce sont les cas de Patrick Aguiar et surtout de Dominique Seel qui a effectué 8 mois de prison et, n'étant pas réformé, est de nouveau insoumis depuis le 28 octobre.

De plus l'insoumis peut être inculpé de «refus d'obéissance», c'est-à-dire le refus de porter l'uniforme. C'est une absurdité, pas seulement juridique, de considérer l'insoumis comme un militaire alors qu'il refuse justement d'être militaire! Ce qui explique les longues peines de certains insoumis (Patrick Aguiar) car ils sont condamnés pour deux délits alors qu'il en existe qu'un seul.

Cette année a été dure les insoumis totaux (et ce n'est pas fini!), il semble qu'actuellement la répression va se déplacer vers les objecteurs insoumis. Je viens d'apprendre le procès de Joël Pittois pour le 9 décembre, au Havre, pour insoumission au service civil. A suivre donc!

H.E.

Fin février : arrestation de Guy Huet à Toulouse. Il est réformé et libéré peu après.

9 mars : Thierry Maricourt arrête sa grève de la faim après 32 jours.

15 mars : enlèvement de Jean-François Honoré par les gendarmes.

18 mars : Alain Pigault et Alain Pierson sont condamnés à 6 mois ferme à Lyon.

20 mars : Serge Beausoleil arrête sa grève de la faim après 36 jours.

23 avril : procès de Bruno Bougousse à Brest.

30 avril : Dominique Seel est condamné à 1 an et un jour de prison à Dijon.

11 mai : arrestation de Christian Frigoult à Paris. Il est transféré à la prison de Rennes.

14 mai : libération conditionnelle de Thierry Maricourt. Il est réformé.

3 juin : libération condi-

## Tentative d'assassinat

Jean-Pierre Mouille, militant acharné contre l'enfermement et participant à la revue «Otages» (journal d'expression et de combat des détenus), l'a échappé belle. Alors qu'il montait dans sa voiture, deux flics ont ouvert le feu sur lui, sans aucune raison sinon celle de l'éliminer une bonne fois pour toutes! Il a réussi à passer au travers des balles, par miracle. Un projectile a frappé le dos de son siège!

J.-P. Mouille avait été acquitté récemment pour une affaire de meurtre, au bénéfice du doute, et certains policiers lillois ne l'ont visiblement pas accepté facilement (1). Il a de plus été condamné par défaut à trois ans et demi de prison pour un vol de statuette dans une église et détention de faux papiers. J.-P. Mouille n'est jamais rentré dans la clandestinité pour autant! La police pouvait donc l'arrêter n'importe quand, en se rendant tout bêtement à son domicile, ce dont il s'est jamais caché, au contraire!

Il a donc de très bonnes raisons d'estimer que cette tentative d'arrestation ressemble comme une goutte d'eau à une tentative d'assassinat.

GIL (GR. LIBERTAD)

(1) Voir les «Monde libertaire» numéros 559 et 561.

## A Cuba comme ailleurs c'est la faillite du socialisme étatique

Depuis longtemps, nous étions habitués de la part du bloc socialiste à de longs discours, de longues tirades sur les bienfaits du socialisme, ses progrès dans tous les domaines, sa marche irrésistible vers la phase supérieure du communisme. Et bien cette fois-ci Fidel Castro fait un constat qui peut surprendre de la part d'un dirigeant communiste.

### UN BILAN AMER

En parlant de l'évolution du régime actuellement en place à La Havane, F. Castro avoue : «A Cuba, ce ne sont pas seulement les changements sociaux qui ont rendu possible l'œuvre de la révolution (scolarisation des enfants, élimination du chômage, éradication des bidonvilles, protection de la santé, sécurité sociale). Comment cela a-t-il été possible? Parce qu'il s'est établi une sorte de nouvel ordre économique international dans nos relations avec les pays socialistes.» (1)

Il déplore donc qu'une révolution, en elle-même, ne peut pas venir à bout du sous-développement et que sans l'aide exceptionnelle de l'U.R.S.S., Cuba aurait fait faillite depuis longtemps. Puis il va plus loin en déclarant que «ni une ni deux,

quatre, dix révolutions, dans les pays du tiers monde» ne viendraient à bout de la crise mondiale. «Je ne peux affirmer que le socialisme pourrait sauver à lui seul l'Amérique latine (2). Je suis socialiste et il est vrai que je pense que le socialisme offre bien plus de possibilités que le capitalisme, que c'est une société beaucoup plus juste et beaucoup plus humaine; mais le socialisme à lui seul ne suffirait pas à franchir cet abîme de problèmes sociaux qui se sont accumulés dans notre hémisphère et à subvenir aux besoins de nos 400 millions d'habitants.»

Déclaration surprenante du numéro un cubain : il annonce tout simplement l'incapacité du socialisme à surmonter les problèmes de ce monde. A propos de l'évolution de la Chine, Castro ne pense pas «que les Chinois aient renoncé à leurs objectifs socialistes et, je dirais même, à mon avis, beaucoup de ces réformes sont compatibles avec une conception socialiste. Nous devons laisser les Chinois mener leurs expériences et voir ce que cela donne.»

### S.O.S. PROPRIÉTÉ

En ce qui concerne la situation à Cuba, face à la crise économique mondiale qui

frappe de plein fouet ce pays, la politique d'austérité entraîne un ralentissement de la création d'emplois, or il y a de plus en plus de jeunes qui se présentent sur le marché. Sans remettre en cause le plein emploi, Fidel Castro a critiqué à plusieurs reprises le trop plein de travailleurs dans les entreprises. Compte tenu de la pénurie de logements, le 1er juillet dernier, est entrée en vigueur une nouvelle loi qui permet à chaque citoyen, non seulement de devenir propriétaire de son logement, mais également d'en louer une partie. En matière de services, dans les transports notamment, il serait aussi question de désétatiser.

En remettant à l'ordre du jour d'anciennes méthodes bannies jadis, le gouvernement cubain fait preuve de son peu d'imagination, et surtout nous prouve une nouvelle fois la faillite du modèle socialiste. Partie prenante de la division internationale du travail, Cuba comme tous les autres pays fait les frais de la crise mondiale du capitalisme. S'il a fallu plusieurs dizaines d'années à Fidel Castro pour faire ces révélations, il y a bien longtemps, que de notre côté, nous dénonçons ce faux communisme dont on nous rabache les bienfaits de la place du Colonel-Fabien au Kremlin.

### JEAN-CLAUDE GR. KROPOTKINE

(1) Les déclarations de Fidel Castro sont tirées d'une interview du journal mexicain «El Dia» et de son discours du 7 juin 1985.

(2) La dette de l'Amérique latine s'élève à 360 milliards de dollars.

## NATIONS INDIENNES Le conflit de Big Mountain

La lutte continue au nord-est de l'Arizona. Les nations Hopi et Navajo se battent afin que le traité «P.L. 93531», adopté par le Congrès américain en 1974, soit abrogé. Sous les pressions conjuguées du sénateur Barry Goldwater, de compagnies minières, un congrès, mal informé de surcroît avait décidé de régler définitivement un prétendu conflit (centenaire) opposant les peuples Hopi et Navajo qui vivent dans la région de Big Mountain. Il s'agissait de déplacer et de reloger de force quelques 15 000 Navajos et Hopis d'une terre partagée et utilisée en commun depuis très longtemps.

Cette cohabitation paisible a été remise en cause car, approximativement, 700 familles sur 3 200 ont déjà été déplacées et relogées. La date butoir de ce programme génocidaire? Juillet 1986. La commission chargée de mener à bien l'exécution de ce traité se donne le 7 juillet 1986 pour régler les problèmes de déplacements, relogements, aménagements d'équipement (routes, écoles...). Les estimations premières faisaient état d'un coût financier de 37 millions de dollars. Il est question aujourd'hui de 1,5 à 2 milliards de dollars!

La mobilisation de tous est nécessaire. Il est important, outre que le traité soit abrogé, de faire reculer l'échéance critique en 1993. Le congrès décidera à l'automne 85 de cette issue, comme de soutenir ou non la commission chargée de l'exécution du programme. Les interventions vont dans le sens de pressions, manifestations exercées à l'encontre des élus.

Il reste qu'encore une fois nous assistons à une violation des droits élémentaires de l'homme, la perpétuation des discriminations envers les peuples indigènes d'Amérique du Nord qui font d'un peuple fier, heureux, autosuffisant des hommes désorientés, meurtris, réfugiés misérables, totalement dépendant du gouvernement fédéral.

### HERVÉ

Comité de soutien : Big Mountain (J.U.A.), Legal Defense/Offense Committee, 124, N San Francisco street, Suite B, Flagstaff, A Z. 86001, Etats-Unis.

## Mururoa Le poids de la bombe

Comme par hasard, c'est le même jour de cette semaine d'octobre que le pouvoir socialiste a choisi pour imposer dans les écoles une campagne de vingt-quatre heures sur la faim dans le monde et faire pêter à Mururoa une nouvelle bombe atomique.

Si la première initiative est passée plutôt inaperçue de la majorité des Français, on ne peut pas en dire autant de la seconde. Cela devrait montrer encore, à tous les crédules qui se laissent attendrir par les bonnes paroles occasionnelles du gouvernement,

sur un petit morceau de l'atoll qui allait trembler sous le choc d'un nouvel essai nucléaire souterrain. Un essai en grandes pompes, avec sur place Fabius, Joxe et une pléiade de généraux et de journalistes.

La simultanéité des deux événements à quelque chose de cynique et de machiavélique qui ne peut nous échapper, au moment où l'affaire Greenpeace et la condamnation quasi unanime de la politique terroriste de l'Etat français dans le Pacifique sud secouent encore le pays.



Après la bombe, la baignade...

qu'elle est l'importance relative qu'il accorde à l'une et à l'autre.

Le grave problème d'adultes qu'est la faim dans le monde doit donc être partagé par les petits, qui vont bientôt grandir et dont il faut probablement commencer à travailler les esprits afin qu'ils réalisent, très jeunes déjà, quelle chance ils ont d'être Français.

Dans l'indifférence générale, les bras croisés dans leurs classes, nos chers petits recevaient pèle-mêle les images de cette mort que leur pays indigné se refuse à mater. Pendant ce temps-là, toutes les caméras de télévision étaient pointées à Mururoa

Mais c'est au démarrage de la campagne électorale pour les législatives de 1986 que nous devons ce paradoxe bien politique. Un petit quelque chose pour la faim dans le monde, rien que pour amuser la galerie, et un tapage «d'enfer» sur la force de frappe française, pour rappeler surtout que les socialistes sont attachés à la sécurité du pays et sont donc les meilleurs nationalistes qui soient, même au moment où il sont le plus en difficulté. C'est d'ailleurs sur ce thème particulièrement à la mode que les vautours de la politique pensent construire leur fameuse cohabitation. «Aux urnes, citoyens! etc.» P.P.

## Meeting contre l'apartheid à Paris

La rencontre-débat organisée le 28 octobre par des groupes de la Fédération anarchiste, par la qualité des interventions, démontrerait s'il en était encore besoin qu'au-delà de la simple dénonciation, des simples actions de sensibilisation, il est nécessaire de se mobiliser afin de contribuer à l'éradication de ce régime barbare.

gime barbare.

Les exposés sur les racines religieuses et idéologiques du racisme, le résumé de l'évolution de l'idéologie de l'apartheid ont laissé place à de multiples interventions de la Ligue des droits de l'homme et du Mouvement anti-apartheid au sujet du domaine «sanctions économiques».

Mesures concrètes certes, mais auxquelles ne doivent être assimilées et se résumer toutes les luttes de solidarité. La F.A. a réaffirmé ses réserves les plus totales vis-à-vis des institutions gouvernementales (assemblée générale de l'O.N.U.) et partant, soutient que c'est perdre son temps et son énergie à recommander à de telles structures des mesures (isolement, boycott, sanctions) qui ne peuvent que se placer dans le sens contraire aux intérêts des gouvernements représentés.

Que cela soit dans les comités locaux, des sections syndicales, des comités d'entreprise, association de consommateurs, il nous faut répondre aux demandes de solidarité et de soutien de nos compagnons noirs. Et comprendre que la lutte contre le racisme n'est que partie d'un combat plus vaste contre l'exploitation économique et sociale.

GR. LIBERTAD



Scène de répression en Afrique du Sud.

LES EMEUTES EN ANGLETERRE

Handsworth (Birmingham), septembre 85

Un groupe de surveillance composé de Blancs racistes opère à Handsworth scène des émeutes qui ont éclaté il y a deux mois. Le groupe se fit connaître seulement quelques jours avant que les émeutes ne commencent. Nos enquêtes nous ont appris qu'il a une forte probabilité que ce groupe fut, soit créé, soit infiltré, par des fascistes connus et, qu'en outre, fut directement responsable de l'incendie criminel du Bingo Hall de Villa Road (point de vente de drogues), l'un des «détonateurs» des émeutes.

La révolte elle-même, cela va sans dire, était d'abord une explosion de colère contre la dégradation des conditions de vie locales comme autant une réaction devant le fléau toujours croissant. Selon le «New Statesman», le quartier comprenant le Villa Road Pub et le Bingo Hall abandonné «fit parler de lui récemment à la suite de plaintes d'une association de résidents (sic) au sujet d'un marché de drogues se tenant à l'extérieur du pub. Un débat public se termina de manière tumultueuse quand un délégué noir fut menacé par des résidents blancs.» Le meeting mentionné ci-dessus eut lieu seulement quatre jours avant les émeutes.

PROVOCATIONS RACISTES

Les plaintes à propos du Bingo Hall et des activités qui y prennent place à l'intérieur ont été amplifiées dans la presse locale au cours des semaines précédant les révoltes. Après que celles-ci aient eu lieu, la presse nationale ne fit aucune mention des controverses qui entourent le Bingo Hall, exceptée une brève référence dans le «Guardian». En conséquence, «Black Flag» pris directement contact avec le Community Relations Council de Birmingham où les Afro-caraiibiens sont majoritairement représentés.

Effectivement, le C.R.C. confirma les propos tenus par le comité de défense de Handsworth et indiqua que, à leur connaissance, l'opinion noire locale affirme que l'incendie du Bingo Hall ne fut pas provoqué par les Noirs mais par des Blancs extérieurs au quartier.

Le C.R.C. nous assura aussi qu'au débat public organisé par le comité des résidents, des membres de celui-ci insultèrent les représentants noirs et menacèrent de former eux-mêmes un groupe d'autodéfense, de passer à l'action directe si la police ne fermait pas énergiquement le Bingo Hall, et ce pour de bon.

Nous nous demandons si le Bingo Hall ne fut pas attaqué en réaction au

carnaval multiracial totalement réussi qui pris place seulement la veille. (Il a été dit, il y a seulement quelques années, que les fascistes voulurent se servir du carnaval de Notting Hill à Londres comme prélude à un bain de sang!) Les lecteurs se souviendront que des associations de résidents blancs se sont créées au cours des six derniers mois dans certains endroits de Londres, notamment à Tower Hamlets, Clapham et Stockwell Park, le dernier district en bordure de Brixton «ligne de front», autre centre connu pour être un marché de drogues et par ses clubs de blues.



Ces associations de résidents (quelques-unes existent sous le nom d'une organisation se nommant Fairplay) furent plus tard connectées au National Front (F.N. local, NdT). Leur tactique était d'utiliser la presse locale afin de susciter la haine raciale à l'encontre des Noirs, de travailler également avec la police et d'accroître la pression pour obtenir davantage de présence policière.

PROVOCATIONS FASCISTES

Plus récemment, le National Front a ouvertement lancé une campagne exploitant les sentiments de réserve envers la drogue, en menaçant d'utiliser l'action directe contre les revendeurs.

Dans les faits, cette campagne s'est résumée à un peu plus qu'un exercice de propagande raciste; la seule «action directe» lors des dernières semaines s'est concrétisée par la violence sans cesse croissante — et les meurtres — envers les Asiatiques à l'est de Londres et aussi à Luton.

A Handsworth, nous pouvons dire sans aucun doute que les fascistes, militants et sympathisants, sont engagés dans quelques-uns de ces comités de locataires et groupes travaillant de pair avec la police. Nous savons, par exemple, que six jours exactement après les émeutes d'Handsworth, une réunion secrète du parti national anglais (British National Party) eut lieu à Handsworth afin de dégager des tactiques pour la suite des événements.

Nos contacts avec le C.R.C. indiquent que, durant les émeutes, des skinheads ont été aperçus au voisinage des boutiques d'Asiatiques. Il n'est pas be-

cence d'agressions à l'encontre d'asiatiques —, que la presse et la police auraient nié le caractère raciste de l'incendie criminel. Dans le cas d'Handsworth, cependant, ils se sont dépêchés de commenter différemment, en faisant endosser le blâme à la communauté caraiibienne. Le fait est que le plus gros de l'incendie fut mené en conjonction avec le pillage, qui amena force d'analyses et de justifications de l'ensemble de l'éventail politique, de la police et de la presse à un bout, aux sociologues et organisations de gauche à l'autre.

DES LEÇONS POUR L'AVENIR

Et encore, si les événements s'étaient passés dans la luxueuse Bournemouth par exemple, la police se serait organisée bien plus rapidement, bien avant que ne soient prononcés les mots «solidarité d'intérêts».

Sur ce dernier point, les émeutes d'Handsworth montrent clairement la faiblesse et le talon d'Achille de cette solidarité d'intérêts, dans ce qu'elle

Congrès de l'A.F.I.D.

La Fédération anarchiste danoise (A.F.I.D.) tiendra son prochain congrès du 22 au 24 novembre. Il y sera notamment question du rôle de l'anarchisme au Danemark aujourd'hui et de l'avenir de la fédération, ainsi que des rapports à entretenir avec l'Internationale des fédérations anarchistes (I.F.A.).

Le congrès marquera par ailleurs le quinzième anniversaire de la fédération, ce qui donnera lieu à une célébration particulière.

Relations internationales

soin de lire entre les lignes pour penser que quelques-uns de ces skinheads n'étaient pas là pour prêter assistance à leurs «frères noirs»!

DIVISER POUR MIEUX REPRIMER

Au lendemain des émeutes, des statistiques particulièrement intéressantes du C.R.C. font ressortir que «la majorité» des 291 personnes arrêtées n'étaient pas afro-caraiibiennes mais blanches. La presse ignore délibérément cette information, préférant au contraire mettre l'accent sur les tensions intertribales (sic) qui existent entre les communautés asiatiques et afro-caraiibiennes.

Il est évident que, dans n'importe quel ghetto pauvre où règne le chômage, le moins pauvre des chômeurs puisse devenir la cible des ressentiments et la victime d'un crime «minable»; et la presse nationale choisit de faire ressortir cet aspect des choses plutôt que d'autres dans les analyses suivant les émeutes. Jusqu'à dire que les tensions existantes entre la communauté afro-caraiibienne et celle des Asiatiques s'étaient tendues encore plus. Ce qui a amené les représentants de la deuxième communauté à quitter le C.R.C. et par voie de conséquence à former un autre comité.

Aux dires de sources locales nombre de pillards n'étaient pas du quartier. Certains vinrent en voiture et ne furent en aucun cas de pauvres démunis «expropriant pour obtenir ce qui leur revient de droit».

La presse suggéra également que ce furent des Afro-caraiibiens qui incendièrent le bureau de poste ou deux Asiatiques (Kasamali et Armirali Mole-dina) furent tués (un jeune Blanc d'une résidence située à plus d'un kilomètre fut plus tard interpellé et arrêté).

Le lieu des événements aurait été autre part — disons Newham (est de Londres), où il y a eu une recrudescence

peut être inefficace à l'occasion de circonstances déterminées (émeutes et guérilla urbaine se déroulant simultanément en divers endroits). Dans l'avenir, nul doute que les forces de l'ordre retiendront la leçon. La politique de participation de la communauté au maintien de l'ordre (Community Policing) après les émeutes se sauve d'un mauvais départ avec l'accord de quelques rastas de calmer le jeu. Quoique cette proposition puisse aussi bien être une option tactique afin de garantir un espace de liberté et de calme en prévision d'un «débordement».

A long terme, la police comptera sur les yeux et les oreilles de ses amis racistes dans les comités de locataires et ailleurs pour l'obtention d'informations. Nous posons la question : cette collaboration s'arrêtera-t-elle à la collecte d'informations? La présence fascistes à Birmingham n'est pas du tout insignifiante. Beaucoup d'ultras vivent encore au périmètre d'Handsworth. Des assassins de longue date comme Richard A. Barnes (attaque de la librairie du S.W.P. en 1981 (1), également impliqué dans un meurtre); Jimmy Carlyle (contacts avec le Klu Klux Klan, créa un mouvement connu comme la «Résistance blanche», membre du N.F.); John Davis (représentant du N.F. à Handsworth et vigile); Ray Davison (incendies criminels, membre du N.F., ex du British Movement); John Finnegan; David J. Kings, etc.

D'après «Black Flag», octobre 1985

(1) S.W.P. : Socialist Workers Party, parti trotskiste anglais.

Danemark Les fascistes à l'attaque

Le 2 octobre, la violence entre les fascistes danois et les immigrés a atteint un niveau jamais atteint à Copenhague dans un quartier considéré comme un quartier ouvrier. Il y eut des coups de feu, sept arrestations et beaucoup de policiers dans les rues.

Les fascistes avaient connu un afflux de nouveaux membres et ils devenaient de plus en plus agressifs. Toujours vêtus de chemises d'aviateur vertes (on les appelle pour cela les «chemises vertes»), ce sont les mêmes qui, il y a de cela quelques mois, avaient attaqué de nuit un squatt de la rue Ragn-

hildsgade à Copenhague et avaient terrorisé les squatters.

Les jeunes immigrés se sont organisés dans des groupes militants («Warriors», «The black brigade») pour résister aux fascistes. Mais trop d'immigrés espèrent encore que tout cela se calmera s'ils se tiennent tranquilles.

Les 13 et 14 octobre, un grand concert contre le racisme a été organisé à Copenhague par une groupe appelé «S.O.S.-Racisme». Des milliers de personnes y assistèrent.

Relations internationales



## Le 11 novembre Une récupération militariste

Nul doute que les anciens combattants de 14-18 affichent leur fierté d'avoir gagné la guerre — et d'en être sortis vivants. Nul doute aussi qu'ils ne tolèrent pas qu'on leur rappelle la vanité de leur sacrifice. Crispés sur leurs souvenirs (de jeunesse), ce sont les acteurs d'un culte républicain rendu à ceux qui ont payé de leur vie l'accomplissement de leur «devoir civique». Floués, trompés par les promesses des autorités, bien des leurs ont été utilisés par la droite nationaliste. Il n'en reste pas moins qu'au sortir du conflit la majorité d'entre eux n'eut pas le désir de faire de la commémoration de l'armistice une manifestation guerrière. Il s'en faut.

A la demande des combattants, la «fête de la victoire» du 14 juillet 1919 avait été précédée d'une veillée funèbre et la parade des troupes d'un défilé de mutilés : ils n'avaient pas permis qu'on

célèbre l'événement en oubliant que la guerre tue et qu'elle rend infirme.

A l'origine, la commémoration du 11 novembre ne donnait lieu ni à cérémonie officielle ni à l'exhibition militaire. L'armée n'était pas reconnue ni honorée en tant que corps social ; la «Marseillaise» n'était pratiquement pas chantée. Les monuments aux morts symbolisaient des tombes collectives, les cérémonies s'apparentaient à des services funèbres. Leurs rites s'inspiraient davantage du recueillement religieux que de la parade militaire : appel des morts (geste de piété), dépôt de gerbes et couronnes (quelques jours après la Toussaint), minute de silence (version laïque de la prière). Et les drapeaux, me direz-vous ? C'étaient certes les instruments du culte, non leurs destinataires : il n'y avait pas un mais des drapeaux qui s'inclinaient, justement, lors de la minute de silence.

Les combattants ont imposé la transformation de leur propre fête en fête nationale le 11 novembre 1921 et, à l'occasion de l'anniversaire suivant, le plus important organe de presse des anciens, le «Journal des mutilés», écrit, le 14 octobre 1922 : «Ce qui importe, enfin, c'est que la fête du 11 novembre soit dépourvue de tout appareil militaire. Ni prise d'armes, ni revue, ni défilé de troupes. C'est la fête de la paix que nous célébrons. Ce n'est pas la fête de la guerre.»

Ambiguïté du discours ancien combattant, bien sûr : la condamnation catégorique de la guerre (la «der des der») s'accompagne d'une fidélité à ce qu'ils furent. Et les années 20 les virent à la fois lutter pour la réhabilitation des victimes des conseils de guerre (et leur élever, parfois, des monuments, comme à Riom et à Sartilly) et exprimer leur fierté de ne pas s'être dérobés à leur «devoir civique».

## La chanson de Craonne

Quand au bout de huit jours, le repos terminé,  
On va reprendre les tranchées,  
Notre place est si utile  
Que sans nous on prend la pile,  
Mais c'est bien fini, on en a assez,  
Personne ne veut plus marcher  
Et le cœur bien gros comm' dans un sanglot  
On dit adieu aux civelots.  
Même sans tambour, même sans trompette,  
On s'en va là-haut en baissant la tête.

### Refrain

Adieu la vie, adieu l'amour,  
Adieu toutes les femmes,  
C'est bien fini, c'est pour toujours  
De cette guerre infâme.  
C'est à Craonne sur le plateau  
Qu'on doit laisser sa peau,  
Car nous sommes tous condamnés,  
Nous sommes les sacrifiés!

Huit jours de tranchées, huit jours de souffrance,  
Pourtant on a l'espérance  
Que ce soir viendra la relève  
Que nous attendons sans trêve.  
Soudain dans la nuit et dans le silence  
On voit quelqu'un qui s'avance,  
C'est un officier de chasseurs à pied  
Qui vient pour nous remplacer.  
Doucement dans l'ombre sous la pluie qui tombe  
Les petits chasseurs vont chercher leurs tombes.

C'est malheureux de voir sur les grands boulevards  
Tous ces gros qui font leur foire.  
Si, pour eux, la vie est rose,  
Pour nous, c'est pas la même chose.  
Au lieu de s'écarter, tous ces embusqués  
Feraient mieux d'aller aux tranchées  
Pour défendre leurs biens, car nous n'avons rien,  
Nous autres, les pauvres purotins.  
Tous les camarades sont étendus là  
Pour défendre les biens de ces messieurs-là.

Ceux qu'ont l'pognon, ceux-là reviendront,  
Car c'est pour eux qu'on crève,  
Mais c'est fini, car les trouffions  
Vont tous se mettre en grève  
Ce sera votre tour, messieurs les gros,  
De monter sur le plateau,  
Car si vous voulez la guerre,  
Payez-la de votre peau.



L'armée n'eut pas de difficultés à s'appuyer peu à peu sur cette ambiguïté. La disparition progressive des survivants du carnage, l'éloignement du deuil, l'affaiblissement du souvenir des camarades sacrifiés ont contribué à ce glissement de sens. La génération du «feu» ayant pris un sérieux coup de vieux, les autorités militaires et civiles ont pris le relais de la ferveur populaire. Et la commémoration du 11 novembre est devenue prétexte aux démonstrations bellicistes et militaristes des «justiqu'aboutistes» actuels.

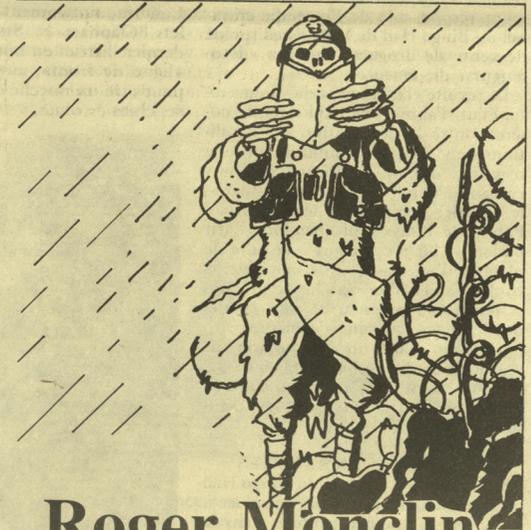
M.A.

## Rencontre avec...

La librairie du Monde libertaire vous invite à une exposition de dessins de Tardi (du 4 au 16 novembre) et à un débat avec Michel Auvray le 9 novembre, à partir de 16h.

Michel Auvray sera également sur Radio-Libertaire le 11 novembre, de 17h à 18h30 (avec sous réserve la présence d'E. Veran). Ce même jour, Tardi participera à une table ronde, à partir de 15h à la librairie.

L'équipe d'animation



## Roger Monclin et les damnés

Si notre mémoire collective n'a pas oublié ces «damnés de la guerre» de 14-18 que furent les fusillés pour l'exemple, c'est bien grâce à Roger Monclin. Roger Monclin n'est plus, il s'est endormi discrètement et pour toujours en cette fin du mois de juillet.

C'est en 1934, que Roger Monclin, administrateur du journal pacifiste «la patrie humaine», assista aux audiences du «Tribunal spécial de justice militaire» qui jugeait de la «validité» des demandes de réhabilitation. «Ce que j'ai entendu là m'a semblé tellement inimaginable, tellement horrible, que je me suis senti, en conscience, tenu de divulguer ce que je savais.»

La Seconde Guerre mondiale survint et, en pacifiste conséquent, après avoir lutté jusqu'au bout contre cette nouvelle boucherie qui s'an-

nonçait, Roger Monclin refusa de rejoindre son affectation et partit en Norvège. Clandestin, puis arrêté, il connaîtra le camp de concentration, et enfin les travaux forcés dans le sud de la Suède.

Libéré par les accords d'armistice, il continuera de vivre en pacifiste et connaîtra pour ce fait, en France, de nombreuses arrestations et interrogatoires qui se termineront par une incarcération de plusieurs années.

Collaborateur de «L'Union pacifiste», il nous a laissé un réquisitoire impitoyable contre la justice militaire. Et selon ses propres paroles, ces «Damnés de la guerre» sont, pour les généraux de l'état-major, non pas «l'appel des morts, mais le rappel de vos morts et de vos crimes».

P.B.

Nous remercions fraternellement J. Tardi pour les dessins illustrant ce numéro. C.R.



## Concert Léo Ferré à Barcelone

En septembre, lors des fêtes locales de Barcelone, «La Merced», la municipalité a invité Léo Ferré pour débiter dans les concerts que la ville offrait gratuitement à la population.

Me trouvant à Barcelone, je me suis rendue à ce concert dans le secret espoir qu'il nous ferai plaisir dans cette Barcelone anarcho-syndicaliste par excellence. Bien m'en pris, le vieux lion rugit aussi

fort quand l'occasion lui est offerte.

Prestation magnifique, devant l'esplanade de la cathédrale, en plein air, là où quelques quatre mille personnes étaient présentes essayant de prendre d'assaut les quelques 800 ou 1 000 places assises que la ville avait prévu. Il nous surprit agréablement quand il dirigea l'Orchestre Ciutat de Barcelone (équivalent de l'Orchestre de

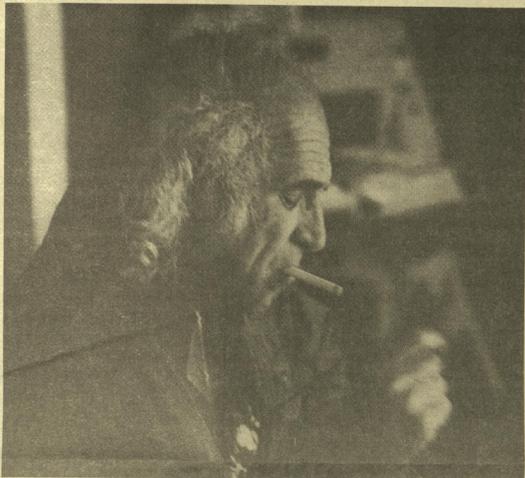
Paris), en chantant ou en nous régaland avec des pièces classiques.

Toutes les chansons de Léo y sont passées, laissant pour la fin les chansons antifascistes de son répertoire, seulement accompagné d'un guitariste (excellent lui aussi). «Les anarchistes» en a ému plus d'un, à la fin de celle-ci le public debout a acclamé l'artiste. Grand impact parmi les jeunes et quelques camarades présents qui, mains jointes, criaient plus fort encore. Il le méritait!

Léo Ferré a compris que là, et même invité de la municipalité socialiste, dans le public il y avait des «anars» l'attendant. Cela n'a sûrement pas été du goût de tout le monde car les journalistes ont fait le silence autour de ce concert. Dans les journaux, j'ai cherché vainement le lendemain et les jours suivants : rien, le néant! Une preuve de plus que les anarchistes dérangent, malgré les socialistes et la prétendue démocratie.

Bravo Léo, tu n'as pas faili à ce que nous attendions de toi.

PEPETA CARMENA



MUSIQUE

## Compilation « Enragés » (AUTOPRODUCTION F.R.T.)

«Qu'attendez-vous de ce système? Un bon petit job qui vous permettra de survivre jusqu'à la retraite sans trop penser que vous êtes exploités par une poignée d'individus qui s'engraissent de votre travail, que vous n'êtes qu'un pion dans les mains de gens qui peuvent vous envoyer à la mort sur un champ de bataille du jour au lendemain, que des millions de personnes meurent de faim chaque mois, que des gens sont torturés et massacrés parce qu'ils pensent, que vous respirez des gaz toxiques, que vous vous baignez au milieu du mazout et des rejets de l'égout, que les arbres crévent, que sans la télé, vous vous faites chier, que vous ne parlez jamais à votre voisin, que... et merde! Ce système n'est plus viable... plus pour longtemps. C'est pour cela qu'il faut hurler notre rage de changement, notre espoir de vivre et nos idées pour construire notre futur!»

La Fraktion Rock Terrorist ne fait pas dans la dentelle, c'est le moins que l'on puisse dire! Dans ce «communiqué numéro 1», la F.R.T. revendique sa première bombe. Contre la connexité, l'ennui et le désespoir, la F.R.T. a allumé la mèche d'une cassette explosive :

Haïne Brigade, F.M.I., Nord inquiétude, Der Witz, Sourire kabyle, Kamioners du suicide, Social Négative et Groupe 33 en sont les ingrédients (1). Des petits groupes rock anarchistes de Lyon, Paris, Grenoble, Lamastre, etc., peu connus et ayant peu de moyens pour se faire entendre.

Une quinzaine de chansons réunies dans cette initiative d'autoproduction à découvrir et à faire connaître. La F.R.T. invite tous les groupes

ayant quelque chose à dire à envoyer leurs enregistrements pour que la sélection au fric soit cassée! Voilà, vous savez tout! Vous ne pouvez plus ignorer cette compilation et les groupes qui s'y expriment.

GIL  
GR. LIBERTAD

(1) En vente à la librairie du Monde libertaire : 30 F (50 minutes, 15 titres).

Pour tous contacts : sur Paris, Fraktion Rock Terrorist, c/o U.S.I.N.E., 15, rue Kléber, 93100 Montreuil ; sur Lyon, c/o librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon.



## Programme de Radio-Libertaire

JEUDI 7 NOVEMBRE

«Blues en liberté» (10h à 12h) : les femmes et le blues ; «Enlivrez-vous» (15h30 à 17h) avec Claude Duneton pour «Petit Louis, dit XIV» ; «Si vis pacem» (18h30 à 20h30) : avec Bernard Clavel, romancier pacifiste.

VENDREDI 8 NOVEMBRE

«Jouissances» (12h à 14h) : des odeurs et des hommes... la pifnométrie ; «L'Invité quotidien» (18h à 20h30) : après une revue de presse à bâtons rompus, Françoise Anice de la Ligue des droits de l'homme fera le point sur le droit des femmes.

SAMEDI 9 NOVEMBRE

«Chroniques syndicales» (12h à 14h) : l'U.S.T.K.E. ; «De bouche à ortels» (15h30 à 17h30) : avec Pier Jo ; «Epsilonia» (17h30 à 18h) : les supers héros Giscard, James Bond, Zorro et les autres...

DIMANCHE 10 NOVEMBRE

«Folk à lier» (12h à 14h) : spécial cornemuse bretonne.

LUNDI 11 NOVEMBRE

«Allons z'enfants» (17h à 18h30) : spécial 11 novembre avec Michel Auvray et (sous réserve) E. Veran à propos de la boucherie de 14-18, des fusillés pour l'exemple...

Le samedi 16 novembre, 22h15  
au Cithéa : 112, rue Oberkampf, Paris 11e  
métro Parmentier ou Ménilmontant  
la québécoise PIER JO en concert  
Participation aux frais : 50 F, 40 F avec la carte R.-L.  
Réservations et renseignements : 43.57.99.26.  
Sous l'égide de l'A.P.P.H.R.

MUSIQUE

## La Curemania

A l'inverse de bon nombre de ses collègues post-punk anglais, à l'image du poète maudit, Robert Smith, leader incontestable et incontesté (personnalité paranoïaque du chanteur, guitariste, parolier, compositeur... qui avait réduit le groupe à sa plus simple expression, Tolhurst et lui), continue son ascension vers le «top-niveau».

L'exemple parisien des différents lieux de leurs concerts est probant. Première apparition au théâtre de l'Empire, puis le Pavillon Baltard, deux passages à l'Olympia, le Zénith (Bercy vraisemblablement en décembre)... En six années ponctuées de six albums, Cure est arrivé à faire l'unanimité. Rien pourtant ne prédisposait ce groupe à rencontrer un tel succès.

Les «addicts» (intoxiqués) de la première heure ont été conquis par le côté désespéré de leur musique, à la fois acide et lancinante. Il y eut ce dérapage, si je puis m'exprimer ainsi (des goûts et des couleurs...), de deux ans, correspondant aux sorties d'une tripotée de 45-tours dansant («Let's go to bed», «Love cats», pour ne citer qu'eux) et d'un contestable cinquième album «The Top», qui a paradoxalement fait connaître le groupe à un plus large public.

Aujourd'hui, avec la sortie du nouvel album «The head on the door», on peut parler de consécration. Renouant avec le passé, puisqu'il a rappelé des anciens, R. Smith nous livre dix morceaux fidèles à l'image du groupe d'antan. Il est évident qu'il y a une évolution et c'est heureux. Plus de compromis, c'est un son «Cure» mélangeant l'acide et le sucré. Des textes de poète «sacri-fié»... des mélodies puissantes et même dansantes. Un flamenco étrange qui risque de surprendre l'amateur. Dix morceaux, dix facettes... alors, plutôt que de m'étonner, essayez et vous verrez!

ERIC



## AU COURS DU MATCH FABIUS-CHIRAC

La médiocrité politicienne  
a triomphé !

Les médias nous avaient annoncé le combat du siècle, nous eûmes une bataille de chiffonniers où tous les coups sont bons! Les idées flottaient au-dessous de la ceinture ; les mots, ramassés au ras du trottoir, éclaboussaient le petit écran : «Menteurs... roquet!» Deux personnages de la république, Fabius et Chirac, confrontaient leur programme devant plus de vingt millions d'auditeurs. Il est vrai que nous étions à «L'heure de vérité».

De débat sur les grands problèmes de l'heure, qui vont devenir des pro-



blèmes de civilisation, il n'y en eu pas, ou si peu qu'ils prirent l'allure d'anecdotes noyées dans les sempiternels rappels au passé. D'ailleurs il ne pouvait pas y en avoir, car sur le fond rien ne séparait les deux hommes dont le souci consistait à sauver le régime qui va à vau-l'eau et à conserver pour la classe politique qu'ils représentent les avantages que celui-ci procure à ceux qui le dirigent.

Et on était consterné par le comportement de ces personnages, cramponnés à leur «job», dont l'un au visage crispé pleurnichait, alors que l'autre poussant en avant sa mâchoire de requin s'agitait en tous sens. Pris par leur passion qui voisinait la haine, ils étaient incapables d'émettre une idée susceptible d'éclairer la marche du temps. Devant ces mouvements irrésistibles qui brassent notre civilisation comme le magma brasse les profondeurs et déplace les continents, ils nous proposaient des remèdes de bonnes femmes, des économies de bouts de chandelle, des solutions de rafistolage

d'un régime qui n'en finit pas de crever. Fabius, Chirac? Quel spectacle nous donne cette classe politique à bout de souffle, divisée en clans que plus rien ne sépare sinon l'appétit et le désir de se cramponner à un pouvoir qui se dilue! Mais revenons aux de nos deux champions...

Tout débuta, comme il se doit dans ce régime de petits maîtres, par de la politacillerie merdeuse qu'adorent les citoyens, et où les considérations électorales, la tactique et la stratégie susceptibles de piéger l'adversaire tiennent la première place. Naturellement les élections législatives semblent jouées, les propos qu'ils échangeaient prenaient une autre dimension, celle des présidentielles de 1988. Les coups qu'ils s'assénaient étaient autant destinés à leurs «amis» qu'à l'adversaire. Dame! pour ces personnages, en cas de succès aux législatives, il s'agit de savoir qui tiendra la barre du rafiot France; et nos deux bons apôtres, en échangeant des injures, ne perdaient pas de vue et conservaient dans leur ligne de mire celui qui est le véritable homme à abattre. Pour Fabius, le dénommé Rocard, ce feu-follet agité qui galope et grimpe dans les sondages ; pour Chirac le gros Barre, plus insupportable et plus arrogant que jamais, qui lui aussi risque de bénéficier du suffrage des abrutis... et ils sont nombreux. Celui-là, il considère tous ces énervés qui ont l'audace de lui disputer le pas comme de la petite merde! Convenons qu'il n'a pas tout à fait tort!

Ces sortes de joutes, plaisantes pour le spectateur qui refuse de prendre des vessies pour des lanternes et les politcards pour des honnêtes gens, peuvent réserver des surprises. Il s'agit de caresser l'électeur dans le sens du poil et surtout de ne pas se tromper, sous peine comme le fit Fabius quelques jours plus tard d'être contraint de rectifier le tir sur les médias. Ce drôle ne manque pas d'effronterie et le voir à la lueur, le sourire de l'innocence dans les yeux, retoucher ses propos sur l'immigration ne manquait pas de sel.

Mais le grand moment de cette soirée consacrée «à la vertu de nos grands hommes» fut cette unanimité avec laquelle tous les deux rejettent avec indignation les «deux voyous» : Le Pen et Marchais, qui prétendaient faire escorte à leur marche vers l'«idéal». Pas de compromission mal-

saine! Et c'est du bout des pieds que Chirac repoussait l'alliance avec le Front national et Fabius celle avec le Parti communiste. Avec une petite réticence toutefois : s'ils ne changent pas.

Ne riez pas! Ces gens-là nous prennent pour des cons. Non! Vous ne croyez pas? Ne riez pas et rappelez-vous...

Il s'agissait de se débarrasser d'un allié encombrant qui sentait le souffre et dont, à Dreux comme à Marseille, ils avaient accepté, voire sollicité, les suffrages. A cette époque, les élections se faisaient à deux tours et les bourgeois, aujourd'hui rejetés des saintes alliances, étaient nécessaires pour faire l'appoint. Et si demain, il devenait de nouveau indispensable de se salir les mains avec de la graine de fascisme ou de stalinisme, ils se «sacrifieraient» une nouvelle fois pour la patrie, pour le socialisme, pour conserver leur fromage! Que dis-je demain? Mais regardez, aujourd'hui, dans les circonscriptions les tripotouillages ont déjà commencé.

Oui, il s'agit de gymnastique électorale que personne ne prend au sérieux et qui fait sourire dans les gazettes ; mais sur les problèmes économiques qui touchent aux conditions d'existence des citoyens, nos deux lascars se sont livrés au même pas de deux.

Ce qui domine leurs propos lorsqu'il s'agit d'aborder les choses sérieuses, c'est à dire les problèmes économiques, c'est leur blabla sur la liberté, sur la grandeur de la France, sur les sacrifices à consentir... Plus gaulliste que moi, tu meurs! Des mots, toujours des mots, encore des mots! Pouvaient-ils faire autrement?

Les problèmes qui se posent au système politique et économique, dont l'un comme l'autre sont les vertueux défenseurs, sont multiples ; mais il n'en est pas de plus urgents que de freiner la médiocrité de la production et la fragilité des échanges qui sont dues, je l'ai maintes fois signalé à cette même place, à la redistribution du marché mondial, à la réévaluation des prix des matières premières imposée par le tiers monde qui a pris conscience de leur valeur, à la concurrence des pays hier sous-développés dont la faiblesse des salaires permet des prix de revient en-dessous des nôtres et dont la productivité est supérieure à celle des nations industrialisées. Ce phénomène imposera une transformation de notre économie de marché, une redistribution différente de notre revenu national, un choix raisonné entre les possibilités de fabrication. Or Fabius, Chirac et les autres, sont tous des «vieux», c'est-à-dire qu'ils continuent et continueront de gérer un système qui, au début du siècle, fut celui du privilège économique pour quelques nations occidentales ; toutes les autres étant transformées en clients taillables et corvéables à merci. Ces temps sont révolus, ils le savent l'un comme l'autre, mais ils essaient de reculer l'échéance et d'en adoucir les secousses pour leur clan politique.

Tous deux sont cramponnés à ces gadgets de l'économie en place qui consistent à rafistoler un système à bout de souffle, alors qu'il faudrait y porter le fer rouge et le transformer

radicalement. Ils proposent de former le personnel à des techniques de production qui diminueront l'emploi et augmenteront le chômage ; d'aménager le temps de travail et de réduire les salaires, ce qui réduira le marché intérieur dont la bonne santé est indispensable pour la production à l'exportation. En un mot, l'un comme l'autre proposent des palliatifs pour maintenir en vie une économie de profit qui agonise dans tous les pays industriels et qui ne se maintient et ne se maintiendra encore un bout de temps que grâce à cette astuce qui consiste à payer des millions de chômeurs à ne rien faire.

J'ai écrit que rien ne séparait réellement le projet de droite du projet de gauche et les colères de tête de nos deux champions avaient pour but de masquer cette évidence. Naturellement le choix entre l'un ou l'autre de ces projets, identiques sur le fond, placera la classe politique du vainqueur des élections dans la situation de l'oasis au milieu d'une immensité de sable, ne survivant que grâce à un mince filet d'eau qui risque de se tarir à chaque instant.

Toutes les civilisations sont mortes du même mal qui ronge nos civilisations industrielles : l'avidité des classes nanties à se cramponner à leurs privi-



lèges et l'aveuglement des peuples, craintivement repliés sur leur passé, craintivement repliés sur leurs habitudes, attendant le miracle de leurs dirigeants aussi déboussolés qu'eux devant la marche du temps. Ce miracle ne vient jamais, ce sont les barbares qui apparaissent à l'horizon, détruisant tout sur leur passage et, sur une terre labourée par les sabots de leurs chevaux, un monde nouveau et différent naît qui entamera un nouveau cycle. Soyons les barbares de ce monde qui va crever!

Fabius, Chirac et les autres? Le passé! Ils font encore illusion dans un système qui se défait lentement mais inexorablement. Si nous ne voulons pas que, comme ce fut souvent le cas dans l'histoire, le changement vienne de l'Est et apporte avec lui la glaciation, alors prenons nos affaires en main, avec pour unité de nos travaux l'homme invariant dans sa diversité et qui est l'unité de toute chose!

MAURICE JOYEUX

